

Aff N°: C23084375

N° chrono: 2

Date: 12/12/23

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ

Clos les lacs - FL BELLEVILLE SUR LOIRE (18)

MAITRE D'OUVRAGE

FRANCE LOIRE
33 RUE DU FAUBOURG DE BOURGOGNE
CS 51 557
45000 ORLEANS

Maître d'oeuvre

BET GRIMOIN
ZAC Du Détour du Pavé
703 rue du Briou
18230 SAINT DOULCHARD
France

COORDONNATEUR SECURITE PROTECTION DE LA SANTE**PHASE DE CONCEPTION**

APAVE INFRASTRUCTURES ET
CONSTRUCTION FRANCE - BOURGES
GERVAIS MARIE ALINE
11 Rue Macdonald
18000 BOURGES

PHASE DE REALISATION

APAVE INFRASTRUCTURES ET
CONSTRUCTION FRANCE - BOURGES
GERVAIS MARIE ALINE
11 Rue Macdonald
18000 BOURGES

Ce document a été établi à la demande du maître d'ouvrage par le coordonnateur SPS pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail. Il est conservé pendant 5 ans par le Maître d'Ouvrage, à compter de la réception de l'ouvrage.

Indice	Additif	Date	Origine et objet des révisions et additifs	N° du document
1	Aucun	06/12/23	PGC établi : Avant envoi du DCE aux entreprises	1
2	Aucun	12/12/23	Nouvelle rédaction du PGC : Mise à jour suivant retour de Mr Souesme le 7 décembre 2023	2

PRÉAMBULE

Ce document a été établi à la demande du Maître d'Ouvrage par le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail.

Il est fondé sur les principes généraux de prévention, c'est-à-dire :

1. Eviter les risques,
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités,
3. Combattre les risques à la source,
4. Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé,
5. Tenir compte de l'état d'évolution de la technique,
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,
7. Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment en ce qui concerne les risques liés au harcèlement moral tel qu'il est défini à l'article L1152-1,
8. Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle,
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Les principes 1, 2, 3, 5, 6, 7 et 8 sont applicables au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS ; les principes 1 à 9 sont applicables aux entrepreneurs ; les principes 1, 2, 3, 5 et 6 sont applicables aux travailleurs indépendants.

Le Plan Général de Coordination constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises, y compris des sous traitants et des travailleurs indépendants, les dispositions qu'il comporte étant de nature à influencer notamment sur les sommes à engager pour réaliser les travaux.

Les éléments contenus dans ce plan ont force de données de base pour les entreprises contractantes. Celles-ci devront en tenir compte pour établir leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

Le Plan Général de Coordination est complété et adapté par le coordonnateur en fonction de l'évolution du chantier.

Tous les documents émis par APAVE à l'intention du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, de l'OPC, des entreprises, y compris les entreprises sous-traitantes, sont normalement adressés aux différents destinataires par mail. Les réponses et documents émis par les intervenants à destination d'APAVE le sont également par mail. Les intervenants souhaitant utiliser un autre mode de transmission (forme papier pour les documents volumineux par exemple), doivent en informer le coordonnateur SPS. Les courriels envoyés par APAVE auront comme émetteur prénom.nom@apave.com et comporteront des pièces jointes au format.pdf et/ou .doc, dans lequel prénom.nom correspond au prénom et nom de l'intervenant APAVE qui a validé les documents transmis. Les intervenants du chantier doivent prendre toutes dispositions dans le paramétrage de leur messagerie, afin de permettre la bonne réception des courriels et des pièces jointes.

SOMMAIRE

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION	6
1.1. PRESENTATION DE L'OPERATION	6
2. ENCLENCHEMENT DE LA MISSION DE COORDINATION SPS	8
2.1. DOCUMENTS ET INFORMATIONS A COMMUNIQUER AU COORDONNATEUR	8
3. ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS	10
3.1. MODALITES D'ACCES DES DIFFERENTS INTERVENANTS	10
3.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER	12
3.3. DANGERS LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER	22
3.4. MILIEUX ou DANGERS PARTICULIERS	24
4. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS - SUJETIONS QUI EN DECOULENT	28
4.1. VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES DANS LE CHANTIER	28
4.2. CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS - MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES.	30
4.3. ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX	30
4.4. CONDITIONS DE STOCKAGE D'ELIMINATION ou d'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES	31
4.5. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES TEMPORAIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISOIRE	33
4.6. UTILISATION DE MOYENS COMMUNS	35
4.7. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE	36
5. MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT	46
5.1. OPERATIONS DE BATIMENT SUPERIEURE A 760 K€ : VRD PRELIMINAIRES A LA CHARGE DU MAÎTRE D'OUVRAGE A REALISER AVANT TOUTE INTERVENTION D'ENTREPRISES (R4533-1 ET SUIVANTS)	46
6. SECOURS ET EVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES	47

6.1. ORGANISATION DES SECOURS	47
7. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS	49
7.1. MODALITES DE COOPERATION : DISPOSITIONS GENERALES	49
8. ANNEXES	50
8.1. ANNEXE 1 : ANNUAIRE	50
8.2. RECHERCHE ET IDENTIFICATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE	54
8.3. CONSTAT DE RISQUE D'EXPOSITION AU PLOMB	54
8.4. CALENDRIER DES TRAVAUX	54
8.5. PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER	54
8.6. REGLEMENT INTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT D'ACCUEIL	54
8.7. PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)	54
8.8. DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES	55

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION

1.1. PRESENTATION DE L'OPERATION

1.1.1. Adresse, nature de l'opération, calendrier général d'exécution

Nom de l'opération :

Clos les lacs - FL - BELLEVILLE SUR LOIRE (18)

Descriptif de l'opération :

Ce document a été établi Sans participation du C.SPS lors des différentes phases de conception et après réception du DCE.

Les modifications dans la nature des travaux, le phasage, l'organisation, les modes opératoires d'exécution seront obligatoirement communiqués au coordonnateur SPS par le Maître d'ouvrage, le Maître d'œuvre.

Le chantier se trouve dans un quartier résidentiel avec des logements occupés.

Un soin particulier sera apporté sur la neutralisation du chantier vis à vis des riverains avec mise en place d'un périmètre de protection suivant les différentes phases d'évolution du chantier.

La sécurité de l'ensemble des résidents, riverains ou services publics doit à tout moment être assurée, et ce, sans aucune dérogation possible.

De plus le personnel de chaque intervenant devra être informé des dispositions nécessaires impérativement à respecter pour les interventions avec présence rapprochée de tiers. La rigueur d'application de ces différentes dispositions est indispensable.

Les dispositions figurant dans ce P.G.C. découlent du caractère particulier de l'environnement du chantier et concernent la sécurité de tous les intervenants. En fonction des caractéristiques du projet et des différentes phases d'exécution ainsi que de son environnement nous insistons sur l'exigence d'une organisation rigoureuse sur le point de la neutralisation du chantier, la gestion des accès et des livraisons ainsi que sur l'hygiène et la propreté de l'ensemble.

En complément du paragraphe précédent, nous rappelons la nécessité d'utilisation des différents locaux constituant le cantonnement à la destination d'origine de chacun, un vestiaire ne devant pas se transformer en local multiple, réfectoire, stockage ect...

Calendrier :

Date début des travaux : mars 2023

Durée totale des travaux : 18 mois

Planning - Phasage de l'opération :

Documents réglementaires :

Rappel concernant les programmes de réhabilitation : Tout programme de réhabilitation doit tenir compte de la présence éventuelle d'amiante et de plomb

Lors de la rédaction du présent document nous ne sommes pas en possession de l'ensemble des rapports correspondants.

- Le diagnostic de recherche de **plomb** avant travaux est à **compléter**:

L'ensemble des diagnostics plomb ne révèlent aucunes mesures réalisées.

De plus, prévoir de réaliser des prélèvements sur les clôtures extérieures.

Ils sont à reprendre dans leur intégralité

- Le diagnostic de recherche **d'amiante** avant travaux est à **compléter**.

Concernant les diagnostics amiante:

28 rue Baudelaire = pré rapport

65 rue Verlaine = pré rapport

Pour les logements suivant, la quantité de prélèvement n'est pas suffisant

50 rue Verlaine, trop peu de prélèvements toutes les pièces n'ont pas été diagnostiquées (expl : 1 seul prélèvement à l'étage)

23 rue Aragon, trop peu de prélèvements toutes les pièces n'ont pas été diagnostiquées

Idem 41 rue Verlaine

Attention considérer amiantés les chiens assis en ardoises fibro. Voir diag 23 rue Aragon indiqué comme amianté sur jugement de l'opérateur. Les chiens assis n'ont été diagnostiqué nul part ailleurs

Effectifs :

Effectif moyen prévisible : 8

Effectif pointe prévisible : 12

Compte tenu de la durée prévisible du chantier et de l'effectif prévisionnel des travailleurs appelés à intervenir, le maître d'ouvrage a classé cette opération en Catégorie 2 au sens de l'article R.4532-1 du Code du Travail.

1.1.2. Mode de consultation

Appel d'offre ouvert

Corps d'état séparés

Marché privé

Pour la liste des lots (ou allotissement) voir annexe du présent PGC.

Les informations relatives aux titulaires des marchés et sous-traitants éventuels seront tenues à jour tout au long de l'opération au travers du Registre Journal par le coordonnateur.

1.1.3. Désignation des sous-traitants

Lors de la remise des offres, et avant toute intervention sur le chantier, les entreprises titulaires de un ou plusieurs lots, sont tenues de préciser le nom des sous-traitants qui participeront à la construction de l'ouvrage.

Les sous-traitants devront établir au même titre que l'entreprise titulaire du marché un plan particulier de sécurité et de protection de la santé dans le délai suivant à compter de la réception du contrat par l'entrepreneur titulaire : 30 jours (ou 8 jours pour les travaux de second œuvre).

1.1.4. Contraintes administratives ou servitudes pour le maître d'ouvrage :

Déclaration préalable

Détection d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques :

- Consultation obligatoire du téléservice: www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr - liste des op. de réseaux concernés par les travaux

- Déclaration de travaux (DT) en PJ

Présence du public, des usagers

Servitudes particulières

Salariés détachés par leur employeur sur le sol français:

- Vous faire remettre la copie de la déclaration faite par l'employeur à l'inspection du travail.

- Déclarer vous-même ces salariés, en cas de défaut de déclaration de leur employeur.

1.1.5. Contraintes administratives ou particulières pour l'entreprise :

Inspection commune avec le C.SPS : obligatoire, préalablement à l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante. Date à fixer en accord avec le C. SPS au moins 15 jours avant le début de l'intervention.

Elaboration et remise d'un PPSPS au coordonnateur SPS : obligatoire, préalablement à l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante.

Détection d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques :

- Consultation obligatoire du téléservice: www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr

- DICT à faire et à adresser obligatoirement aux op. de réseaux

Demande d'autorisation de voirie

Présence du public, des usagers

Servitudes particulières

Entreprises étrangères : respect des dispositions du code du travail français

Respect de la réglementation en vigueur relative au travail illégal

Salariés détachés par leur employeur sur le sol français:

- Les déclarer à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation.

- Désigner un représentant de l'entreprise, chargé d'assurer la liaison avec les agents mentionnés à L8271-1-2.

2. ENCLENCHEMENT DE LA MISSION DE COORDINATION SPS

2.1. DOCUMENTS ET INFORMATIONS A COMMUNIQUER AU COORDONNATEUR

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	PREVENTION DES RISQUES LIES AUX INTERVENTIONS ULTERIEURES SUR L'OUVRAGE Documents à réclamer aux entreprises et à joindre au DIUO			

126

Les documents énumérés ci-dessous sont destinés à être référencés dans le DOSSIER D'INTERVENTIONS ULTERIEURES SUR L'OUVRAGE. Certains sont à remettre par le Maître d'oeuvre, d'autres par les entreprises, qu'elles joindront à leurs Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE). Nous vous indiquons dès à présent la liste des documents à fournir en fin de chantier :

- Plan de masse - Plans de l'ouvrage - Plans des façades
- Réseaux existants et créés : plans de récolement
- Installations électriques : plans et schémas - plans d'accès - cheminements
- Installations de ventilation/climatisation : plans et schémas - plans d'accès - cheminements
- Installations de désenfumage : plans et schémas - plans d'accès - cheminements
- Matériaux susceptibles de voir leurs caractéristiques mécaniques altérées dans le temps (fibres-ciment, parties translucides,...) : plans d'implantation et accès aux zones concernées
- Matériaux fragiles (verrières, bacs métalliques de faible épaisseur,) : Plans d'implantation et accès aux zones concernées
- Toiture : nature des cheminements et plan de circulation indiquant le positionnement des accès, des équipements accessibles, des points d'éclairage
- Combles : nature des cheminements et plan de circulation indiquant le positionnement des trappes d'accès, des équipements accessibles, des points d'éclairage
- Matériaux translucides ou surfaces vitrées en couverture : procès verbaux de résistance
- Ancrages pour EPI contre les chutes : rapport de vérification avant mise en service
- Ancrages pour EPI contre les chutes : plans indiquant les points particuliers (accès, calepinage)
- Ancrages pour EPI contre les chutes : données de calcul, caractéristiques et notice technique
- Dispositifs d'ancrage permanents (EPI contre les chutes, échafaudages) : couples sur parements, revêtements, calepinage
- Vides sanitaires/galeries techniques : plans d'accès - cheminements - implantation des éclairages - gabarits de passage
- Locaux techniques ascenseurs : plans d'accès - cheminements - implantation des éclairages
- Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) : Bordereau établi sur papier à entête du Maître d'Oeuvre
- Dossier de Maintenance des Lieux de Travail (DMLT) : Bordereau renseigné par le Maître d'Ouvrage
- AMIANTE - DTA : Fiche récapitulative mise à jour à l'issue des travaux
- AMIANTE : positionnement des produits amiantés laissés en place dans les ouvrages et indication des moyens de signalisation
- PLOMB : positionnement des parties d'ouvrage contenant du plomb et indication des moyens de signalisation


Maître d'oeuvre

Toutes entrep.

Réception du chantier

3. ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS

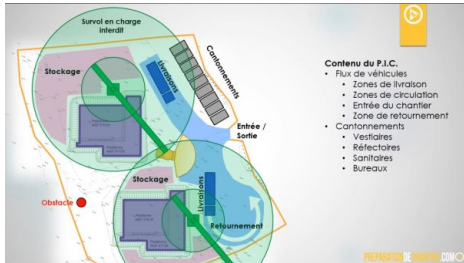
3.1. MODALITES D'ACCES DES DIFFERENTS INTERVENANTS


N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	DISPOSITIONS NECESSAIRES POUR QUE SEULES LES PERSONNES AUTORISEES PUISSENT ACCEDER AU CHANTIER			
				
38	RAPPEL: le chantier est interdit au public. Les personnes pouvant y accéder sont celles concernées par les travaux et à ce titre, autorisées par le maître d'ouvrage. Seront également autorisés à pénétrer sur le chantier, les prestataires de service, livreurs, contrôleurs, chauffeurs, formateurs, personnels chargés de la maintenance, commerciaux, etc., désignés par l'entreprise faisant appel à leurs services, à condition qu'ils soient accueillis ou accompagnés par un représentant de cette entreprise connaissant le chantier, dotés des protections individuelles nécessaires, et informés des risques et consignes de sécurité à respecter.	Tous interv.		Durée chantier
44	Prestataires de services sous la subordination de l'entreprise bénéficiant de la prestation La location de matériel avec chauffeur n'est pas considérée comme de la sous traitance si elle s'effectue sous la subordination de l'entreprise bénéficiaire. Les modalités de coopération sont donc définies par une convention/contrat établi entre les 2 parties, complétées dans la plupart des cas par les mesures de coordination suivantes : A la charge du prestataire de service : conduite en sécurité de l'engin, respect du code de la route et des dispositions particulières au chantier. A la charge de l'entreprise donneur d'ordre : - s'assurer au préalable de la compétence du conducteur ainsi que de l'adéquation et de la vérification réglementaire de l'engin attestant de sa conformité, - accueillir l'intervenant afin de lui donner les consignes générales, - présenter à l'intervenant le PPSPS de l'entreprise donneur d'ordre afin de l'informer des risques spécifiques au chantier : les modes opératoires, les risques et mesures de prévention liés à la prestation seront intégrés dans le PPSPS de l'entreprise donneur d'ordre, - autorisations administratives nécessaires, DICT, élinguage, chargement, chef de manœuvre ou surveillant. Autres prestataires de service : remise d'un PPSPS et réalisation d'une inspection commune	Entrep. concernée		

29	<p>Les prestataires n'intervenant pas sous la subordination de l'entreprise bénéficiaire, ainsi que les prestations énumérées ci-dessous (liste non limitative), concernent des interventions courantes de prestataires qui, en raison des risques graves liés à la nature des interventions, doivent être considérés comme une entreprise. A ce titre, ces prestataires sont soumis à l'ensemble des dispositions relatives à la coordination SPS applicable à l'opération (Inspection commune et remise d'un PPSPS) : monteuses de grue, poseurs de filets, monteuses d'échafaudage, etc.</p>	Entrep. concernée		
132	<p>Fournisseurs - Livreurs</p> <p>Lorsque le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage ou une entreprise reçoit un fournisseur, un livreur, un représentant est chargé de l'accueillir à l'entrée du chantier, de le guider et l'accompagner dans ces déplacements sur le chantier. Le représentant du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre ou de l'entreprise lui fournit les équipements de protection individuels nécessaires à sa protection s'il n'en est pas déjà pourvu.</p> <p>Si nécessaire, un plan d'accès aux différentes zones de chantier lui sera communiqué.</p>	Tous interv.		
21	<p>Conditions d'accès de certains visiteurs : groupes scolaires, futurs propriétaires ou utilisateurs de l'ouvrage, autres visiteurs</p> <p>L'accès aux logements témoins devra être rendu possible, en toute sécurité, pour le personnel de France Loire le jour de la visite de présentation.</p> <p>Le maître d'ouvrage devra cependant préciser ses besoins et notamment:</p> <ul style="list-style-type: none"> • S'il faudra prévoir une zone de stationnement visiteur et mise à disposition d'EPI ? (impératif particulièrement avec présence de grues) • Suivant les dates de visite et l'avancement du chantier s'il faudra prévoir un tunnel sous échafaudage pour accès sécurisé • S'il faudra prévoir fléchage en conséquence et cheminement sécurisé • A noter que les visites seront strictement interdites durant les phases pouvant engendrer la découverte d'engins de guerre (modalité des visiteurs à préciser par Bérengier) <p>Les conditions et modalités d'accès des visiteurs, devront être déterminées et organisées préalablement à chaque visite par le maître d'œuvre et le demandeur, en concertation avec le coordonnateur SPS. Elles seront communiquées par écrit au demandeur. Ce dernier indiquera :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les jours et heures de visite autorisés, en dehors desquels la visite de pourra pas avoir lieu - l'itinéraire de la visite à respecter obligatoirement - le nombre de personnes maximum à ne pas dépasser par visite - le nombre et les identités des personnes encadrant les visiteurs - les consignes de sécurité à respecter par chaque visiteur, notamment le port des équipements individuels de protection. <p><u>Consignes de sécurité à l'attention des intervenants sur le chantier</u></p>	Maître d'ouvrage	Maître d'ouvrage Toutes entrep.	Durée chantier
62	<p>Chaque entreprise présente dans les zones concernées par la visite cessera le travail pendant la durée de la visite. Interdiction de survol de la grue pendant la visite.</p> <p>La reprise du travail se fera sur ordre des chefs de chantier en liaison avec l'organisateur de la visite.</p> <p>Déclaration de sous-traitants</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée interv.

108	Lors de la remise des offres ou avant toute intervention sur le chantier, les entreprises soumissionnaires sont tenues de préciser le nom des sous-traitants qui participeront à la construction de l'ouvrage. Les entreprises sous-traitantes devront être agréées par le Maître d'Ouvrage dans les conditions prévues à l'article 2.41 du C.C.A.G. ainsi que l'article 3 de la Loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975. Elles devront établir, au même titre que l'entreprise titulaire d'un lot, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S) dans le délai réglementaire. L'entreprise et son sous-traitant prendront rendez-vous avec le Coordonnateur SPS afin de réaliser une inspection commune du chantier, avant tout travaux ou intervention. Le non respect d'une de ces obligations réglementaires, en particulier la découverte sur le chantier d'entreprises sous-traitantes non identifiées dans le registre journal de la coordination, fera l'objet d'une information au Maître d'ouvrage. Celui-ci statuera sur la procédure d'exclusion du chantier de l'entreprise et sur l'application de pénalités prévues au CCAP au titulaire du marché.	Entrep. concernée		Durée chantier
46	DISPOSITIONS D'ACCES AU CHANTIER Itinéraire d'accès - Fléchage L'entreprise titulaire du lot GO devra mettre en place une signalisation et un fléchage afin d'indiquer à tous les prestataires, livreurs et entreprises la position du chantier. Cette signalisation devra être mise en place avant les travaux.	DEMOLITION GROS OEUVRE	DEMOLITION GROS OEUVRE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée


3.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER Organisation générale			
	 <p>Contenu du P.I.C.</p> <ul style="list-style-type: none"> Flux de véhicules Zones de livraison Zones de circulation Entrée du chantier Zone de retournement Contournements Vestiaires Réfectoires Sanitaires Bureaux 			
67	<p>Implanter de préférence les installations fixes dans les zones des futures espaces verts et parcs de stationnement. Raccorder en priorité les équipements aux réseaux de distribution à proximité des points de pénétration de ces réseaux dans l'emprise du chantier.</p> <p><u>Projet de plan d'installation de chantier</u></p>	DEMOLITION GROS OEUVRE	DEMOLITION GROS OEUVRE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée



50	<p>Préciser sur un plan d'installation de chantier :</p> <p>Les points de raccordement aux réseaux de distribution desservant le chantier</p> <p>Le tracé des réseaux enterrés et aériens existants sur le site.</p> <p>L'emplacement des clôtures de chantier.</p> <p>Les accès au chantier.</p> <p>Les voies de déplacement pour les piétons et véhicules.</p> <p>Les sens de circulation.</p> <p>Les aires d'attente et de retournement des camions et engins.</p> <p>Les zones de manoeuvre des véhicules et engins</p> <p>Les zones de nettoyage des toupies</p> <p>Les aires de stationnement pour les véhicules d'entreprises et engins.</p> <p>Les aires de stationnement pour les véhicules du personnel et de l'encadrement du chantier.</p> <p>Les zones interdites à la circulation et au stationnement.</p> <p>Les zones de mise à poste des grues automotrices.</p> <p>Les zones interdites au survol de charges.</p> <p>Les zones de stockage par type de matériaux.</p> <p>Les zones réservées aux magasins et ateliers.</p> <p>Les zones de préfabrication.</p> <p>Les installations de la base vie (sanitaires, vestiaires, réfectoires, douches, salles de réunion, infirmerie, etc.).</p> <p>Le tracé des réseaux de distributions (électricité, eau, téléphone, air comprimé, assainissement, etc.) et la position des points de distribution.</p> <p>La position des moyens de secours contre l'incendie.</p> <p>Le projet de PIC devra également être recroisé avec le projet de PIC du lot désamiantage</p>	DEMOLITION GROS OEUVRE DESAMANTAGE	DEMOLITION GROS OEUVRE	Ph. préparation
	CLOTURE DE CHANTIER			
				
37	<p>Mettre en place une clôture de chantier, pour la durée totale des travaux, afin d'éviter les risques d'intrusion de personnes non autorisées dans l'enceinte du chantier. Maintenir l'accès au chantier fermé et verrouillé pendant les périodes d'inactivité (nuit, week-end,...). En assurer l'entretien.</p> <p>Cette clôture fixe ne pourra être enlevée qu'avec l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'œuvre, du Coordonnateur SPS.</p> <p>Caractéristiques générales</p>	DEMOLITION GROS OEUVRE DESAMANTAGE	DEMOLITION GROS OEUVRE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée


80	<p>Clôture constituée d'éléments rigides, jointifs, de hauteur supérieure à 2 mètres, capables de s'opposer à la pénétration d'une personne dans l'enceinte du chantier et sera munie:</p> <ul style="list-style-type: none"> d'un portail d'accès muni d'un dispositif de fermeture verrouillable destiné à interdire l'accès durant les périodes d'inactivité (nuit, week end,...). d'un ensemble de collier ou de bride de fixation pour liaisonner les panneaux entre eux de panneaux "chantier interdit au public" de pictogrammes des équipements de protection individuelle obligatoire d'occultations, qui seront à entretenir <p>Les panneaux réglementaires CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC et PORT DU CASQUE et DES CHAUSURES DE SECURITE OBLIGATOIRE seront mis en place sur le portail d'accès et sur la périphérie de la clôture.</p> <p>Panneau de chantier</p>	DEMOLITION GROS OEUVRE	DEMOLITION GROS OEUVRE	Ph. préparation
90	<p>Mise en place d'un panneau de chantier réglementaire en application du décret n°79-492 du 13 juin 1979, pour toute opération faisant l'objet d'un permis de construire. Les coordonnées des entreprises y compris les sous-traitants y seront affichées et seront lisibles depuis la voie publique. Affichage de la déclaration préalable et de ses mises à jour par le Coordonnateur SPS dans le bureau de chantier.</p> <p>Entretien des clôtures</p>	DEMOLITION GROS OEUVRE	DEMOLITION GROS OEUVRE	Ph. préparation
116	<p>Assurer l'entretien journalier de la clôture de chantier : vérification des systèmes d'attache, des panneaux de signalisation, des contreventements, de l'état général etc...</p>	DEMOLITION GROS OEUVRE	DEMOLITION GROS OEUVRE	Durée chantier
PRESTATIONS EXTERIEURES AUX OUVRAGES				
115	<p>Branchements provisoires</p> <p>Les branchements et raccordements provisoires des différents fluides et utilités nécessaires au chantier seront réalisés à partir du point de raccordement défini par le maître d'oeuvre et seront réalisés conformément aux prescriptions de la NFP 03 001. Il seront dimensionnés de manière à permettre l'alimentation suffisante des installations et équipements nécessaires à la réalisation des ouvrages.</p> <p>Suivant §02.1.12- Branchements de chantier du CCTP du lot gros oeuvre</p> <p>"- Electricité (prévu au lot 07 électricité).</p> <p>- Eau y compris compteur volumétrique (prévu au lot 08 Plomberie - CVC).</p> <p>- Egout."</p> <p><u>Electricité</u></p>	DEMOLITION GROS OEUVRE ELECTRICITE PLOMBERIE CVC	DEMOLITION GROS OEUVRE ELECTRICITE PLOMBERIE CVC	Ph. préparation

48	<p>L'installation provisoire fixe (armoire générale d'alimentation électrique de chantier) sera réalisée en phase préparation de chantier à partir du point de branchement défini par le Maître d'Oeuvre. Cette installation, conforme aux prescriptions réglementaires et à la Norme NF C 15-100, sera réceptionnée et contrôlée par un organisme accrédité. Une copie du procès-verbal de réception est à tenir à disposition sur le chantier. Chaque modification de l'installation électrique donne lieu à contrôle réglementaire.</p> <p>Les interventions électriques seront réalisées par du personnel ayant reçu une formation et habilité conformément à la norme NF C 18-510.</p> <p>Les documents suivants seront tenus sur le chantier :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un plan schématique du chantier où sont indiqués en particulier les passages des câbles alimentant le chantier, • le registre de sécurité où sont consignées par ordre chronologique les dates et la nature des vérifications (1ère et 2ème vérifications- Vérification annuelle le cas échéant). • les justifications des travaux et modifications effectuées pour porter remède aux déficiences constatées dans les rapports précités <p>Les entreprises communiqueront rapidement au Maître d'Oeuvre leur besoin en énergie électrique.</p> <p>L'installation comprendra de façon distincte :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Un coffret principal de puissance adaptée au chantier, à installer sous une armoire étanche verrouillée compris comptage, 2. Un départ pour l'installation électrique pour les besoins du cantonnement. 4. Un départ pour les coffrets divisionnaires et réseaux de distribution conformes aux prescriptions réglementaires et à la norme NFC 15-100 permettant les branchements adaptés à tous les corps d'état, inclus tous les déplacements et éléments divers pour l'évolution du chantier dans le cadre de son avancement. 5. L'éclairage général pour supprimer les zones d'ombre, et garantir un niveau d'éclairement minimum de 40 lux à l'intérieur, 10 lux à l'extérieur. 6. L'éclairage de sécurité permettant de baliser les accès dans les zones de circulation. 7. Un départ spécifique pour le désamiantage 8. Un départ spécifique pour le façadier s'il existe. <p>L'installation comprendra des circuits distincts et protégés pour l'éclairage et la distribution de puissance.</p> <p><u>Supports des réseaux provisoires</u></p>	ELECTRICITE	ELECTRICITE	Ph. préparation
47	<p>S'il y a lieu</p> <p>Mettre en place des socles béton et poteaux support bois afin de permettre les alimentations des différentes armoires électriques (armoire générale, armoires "intermédiaires", alimentation du téléphone et de l'ADSL etc...)</p> <ul style="list-style-type: none"> • respecter les distances entre poteaux pour éviter une flèche trop grande des câbles • hauteur de passage sous câble minimum 4,50 m, avec balisage par gabarit pour les câbles passant au-dessus des voies de circulation • prévoir protections et balisages des socles béton <p><u>Eau</u></p>	ELECTRICITE	ELECTRICITE	


105	Réaliser un réseau d'alimentation en eau depuis le branchement au réseau de distribution public jusqu'aux attentes prévues à proximité de chaque bâtiment ou de chaque ouvrage. Le réseau de distribution d'eau sera positionné en tranchée et hors gel. <u>Distribution d'eau potable</u>	PLOMBERIE CVC	Compte prorata	Ph. préparation
20	Le réseau d'eau potable alimentera les locaux destinés aux salariés situés dans le cantonnement et ceux répartis dans les différentes zones du chantier. Dans le cas d'un réseau d'alimentation d'eau non potable, des bouteilles d'eau ou des fontaines à eau, seront mises à la disposition des salariés. <u>Réseau E.U</u>	PLOMBERIE CVC	Compte prorata	Ph. préparation
30	Réaliser un réseau d'évacuation des eaux usées de l'ouvrage depuis le branchement au réseau ou équipement d'assainissement jusqu'aux attentes prévues	DEMOLITION GROS OEUVRE		Ph. préparation
Aires de chantier				
<u>Stockage, magasins</u>				
65	Réaliser une ou plusieurs aires afin de faciliter l'implantation des magasins et le stockage des matériels, en matériaux drainant, disposant d'un système d'évacuation des eaux pluviales et convenablement éclairées. Les différentes entreprises préciseront au fur et à mesure de leur arrivée sur le chantier leurs besoins en matière de stockage et d'entreposage.	DEMOLITION GROS OEUVRE	DEMOLITION GROS OEUVRE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
<u>Préfabrication</u>				
76	Concevoir et construire une aire de préfabrication de dimensions appropriées équipée d'un système de recueil et d'évacuation des eaux pluviales et convenablement éclairée.	DEMOLITION GROS OEUVRE	DEMOLITION GROS OEUVRE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
<u>Aire de nettoyage des toupies béton</u>				
133	Réaliser et entretenir autant que de besoin un dispositif pour le nettoyage des toupies constitué d'une fosse garnie d'une couche de matériaux filtrants entre deux membranes constituées d'un géo-textile.	DEMOLITION GROS OEUVRE	DEMOLITION GROS OEUVRE	Durée interv.
<u>Aire de nettoyage des bennes à béton</u>				
88	L'entreprise de Gros-Oeuvre mettra en place des points de lavage pour les bennes à béton, ou bétonnières, avec récupération des laitances et évacuation en fin de chantier. Les laitances solidifiées seront évacuées du chantier après les travaux de Gros-Oeuvre, vers une décharge agréée.	DEMOLITION GROS OEUVRE	DEMOLITION GROS OEUVRE	Durée interv.
PRESTATIONS A L'INTERIEUR DES OUVRAGES				
Branchements				
<u>Electricité (réseau intérieur)</u>				
				

109	<p>L'installation comprendra des circuits distincts et protégés pour l'éclairage et la distribution de puissance. Aucun poste de travail ne sera distant d'un coffret de plus de 25 m. Les coffrets divisionnaires de prise de courant comporteront à minima un dispositif de protection différentielle 30 mA, 4 prises de courant 2x16 A + T et 1 prise 3x20 A+T et un arrêt d'urgence normalisé. Les coffrets seront suspendus ou sur pieds. Les alimentations seront protégées contre les chocs et l'écrasement ou suspendues. Les câbles et rallonges seront fixés de manière à éviter les risques d'accidents de plain- pied dans les passages et escaliers. Les coffrets seront obligatoirement cadenassés et seul le personnel habilité pourra intervenir à l'intérieur. Les contrôles réglementaires, initial et périodiques, ainsi que la surveillance et la maintenance de l'installation seront effectués conformément aux dispositions réglementaires. Consulter la fiche OPPBTP relative à l'installation électrique provisoire d'éclairage des chantiers (G1 F 02 89).</p>	ELECTRICITE	Toutes entrep.	Durée chantier
146	<p>Quantité à prévoir à minima 1 par logements</p> <p><u>Eclairage des circulations</u></p>	ELECTRICITE	ELECTRICITE	Durée chantier
				
2	<p>Installer un éclairage des circulations verticales et horizontales en très basse tension de sécurité (TBTS), ou en basse tension avec hublots de classe II IP44 IK08 protégés par disjoncteur différentiel 30 mA.</p> <p><u>Eclairage des postes de travail</u></p>	ELECTRICITE		Durée chantier
				

130	<p>L'éclairage du poste de travail est à la charge de chaque entreprise intervenante.</p> <p>Les prolongateurs électriques seront uniquement de la série H07-RN-F assurant une protection contre les risques mécaniques, d'une étanchéité parfaite et ne dépassant pas 25 m.</p> <p>Les enrouleurs seront marqués "catégorie B" norme NFC 61.720.</p> <p>Les prises de courant porteront un indice de protection IP 447 à minima.</p> <p>Les baladeuses seront de la catégorie B norme NFC 71.008.</p> <p>Les projecteurs halogènes seront conformes à norme NF et munis d'une grille de protection.</p> <p><u>Eau : réseau intérieur y compris évacuation</u></p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
				
124	<p>mettre en place des points de puisage avec robinet à nez fileté et un réceptacle La distance entre deux points de puisage sera inférieure à 40 m. Installer un surpresseur provisoire si nécessaire.</p> <p>Installations sanitaires</p>	PLOMBERIE CVC	PLOMBERIE CVC	Durée chantier
				
68	<p>Leur nombre sera fonction du nombre de salariés sur le chantier en tenant compte de la présence de personnel féminin le cas échéant.</p> <p>Signalétique à l'intérieur des ouvrages</p>	DEMOLITION GROS OEUVRE	Compte prorata	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
72	<p>Mettre en place une signalisation dans les ouvrages, sous forme de panneaux PVC ou plastifiés, très visibles, afin d'aider au repérage des lieux :</p> <ul style="list-style-type: none"> • fléchage de signalisation dans les bâtiments, repérage des lieux • zone de danger : trémies, désenfumage ... • zone de stockage, déchetterie, sanitaires, réfectoire, bureau chantier, téléphones, panneau d'information du chantier • et autre à la demande du CSPS etc. 	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
	ZONE DE CANTONNEMENT			

				
92	Toute opération doit disposer d'une zone de cantonnement pour accueillir les installations de vie collective et d'hygiène, qui seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier, conformément aux articles R4534-139 et suivants.	DEMOLITION GROS OEUVRE	Compte prorata	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
49	<p>Montage, démontage des installations du cantonnement</p> <p>Les opérations de montage/démontage de bungalows doivent s'effectuer dans le respect des Principes Généraux de Prévention et faire l'objet d'une évaluation des risques spécifique permettant de choisir les mesures de prévention appropriées, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - interdire l'accès à la zone de montage/ démontage aux intervenants du chantier, - prévoir la présence d'un « homme trafic » compétent et équipé (baudrier, etc.....) afin de prévenir les risques liés à la circulation des véhicules d'approvisionnement, - différer ou suspendre le montage/ démontage des bungalows si les conditions climatiques sont mauvaises (vent,...), - prévoir des cantonnements provisoires pour accueillir les salariés chargés de ces travaux, lorsque la phase d'installation/ démontage des cantonnements dure plus d'une journée. - L'élingage de l'ensemble de la base vie se fera de plain pied. <p>Installations communes de vie collective</p> <p>Les installations de vie collective seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier .</p> <p>Chacune des entreprises fera son affaire des autres installations nécessaires à ses interventions sur le chantier. Elles pourront se grouper pour les réaliser et les entretenir.</p> <p>L'entreprise en charge du désamiantage aura à sa charge les installations qui lui sont propres</p> <p><u>Vestiaires</u></p> <p>Mettre à la disposition des travailleurs des locaux-vestiaires conformément à R4534-139 du Code du Travail : convenablement aérés, éclairés et suffisamment chauffés, nettoyés au moins une fois par jour et tenus en état constant de propreté.</p> <p><u>Réfectoire</u></p> <p>Le réfectoire sera dimensionné pour l'effectif de pointe. Il sera équipé de tables et chaises en nombre suffisant. Un appareil permettant de réchauffer les aliments sera prévu, ainsi qu'un garde manger ou réfrigérateur.</p> <p>Installations communes d'hygiène</p> <p>Les installations d'hygiène seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier.</p> <p><u>Sanitaires</u></p>	DEMOLITION GROS OEUVRE	DEMOLITION GROS OEUVRE	Avt arriv. Ent
27	<p>Installations communes de vie collective</p> <p>Les installations de vie collective seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier .</p> <p>Chacune des entreprises fera son affaire des autres installations nécessaires à ses interventions sur le chantier. Elles pourront se grouper pour les réaliser et les entretenir.</p> <p>L'entreprise en charge du désamiantage aura à sa charge les installations qui lui sont propres</p> <p><u>Vestiaires</u></p> <p>Mettre à la disposition des travailleurs des locaux-vestiaires conformément à R4534-139 du Code du Travail : convenablement aérés, éclairés et suffisamment chauffés, nettoyés au moins une fois par jour et tenus en état constant de propreté.</p> <p><u>Réfectoire</u></p> <p>Le réfectoire sera dimensionné pour l'effectif de pointe. Il sera équipé de tables et chaises en nombre suffisant. Un appareil permettant de réchauffer les aliments sera prévu, ainsi qu'un garde manger ou réfrigérateur.</p> <p>Installations communes d'hygiène</p> <p>Les installations d'hygiène seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier.</p> <p><u>Sanitaires</u></p>	DEMOLITION GROS OEUVRE DESAMIANTAGE	Compte prorata	Avt arriv. Ent
118	<p>Installations communes de vie collective</p> <p>Les installations de vie collective seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier .</p> <p>Chacune des entreprises fera son affaire des autres installations nécessaires à ses interventions sur le chantier. Elles pourront se grouper pour les réaliser et les entretenir.</p> <p>L'entreprise en charge du désamiantage aura à sa charge les installations qui lui sont propres</p> <p><u>Vestiaires</u></p> <p>Mettre à la disposition des travailleurs des locaux-vestiaires conformément à R4534-139 du Code du Travail : convenablement aérés, éclairés et suffisamment chauffés, nettoyés au moins une fois par jour et tenus en état constant de propreté.</p> <p><u>Réfectoire</u></p> <p>Le réfectoire sera dimensionné pour l'effectif de pointe. Il sera équipé de tables et chaises en nombre suffisant. Un appareil permettant de réchauffer les aliments sera prévu, ainsi qu'un garde manger ou réfrigérateur.</p> <p>Installations communes d'hygiène</p> <p>Les installations d'hygiène seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier.</p> <p><u>Sanitaires</u></p>	DEMOLITION GROS OEUVRE	Compte prorata	Durée chantier
120	<p>Installations communes de vie collective</p> <p>Les installations de vie collective seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier .</p> <p>Chacune des entreprises fera son affaire des autres installations nécessaires à ses interventions sur le chantier. Elles pourront se grouper pour les réaliser et les entretenir.</p> <p>L'entreprise en charge du désamiantage aura à sa charge les installations qui lui sont propres</p> <p><u>Vestiaires</u></p> <p>Mettre à la disposition des travailleurs des locaux-vestiaires conformément à R4534-139 du Code du Travail : convenablement aérés, éclairés et suffisamment chauffés, nettoyés au moins une fois par jour et tenus en état constant de propreté.</p> <p><u>Réfectoire</u></p> <p>Le réfectoire sera dimensionné pour l'effectif de pointe. Il sera équipé de tables et chaises en nombre suffisant. Un appareil permettant de réchauffer les aliments sera prévu, ainsi qu'un garde manger ou réfrigérateur.</p> <p>Installations communes d'hygiène</p> <p>Les installations d'hygiène seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier.</p> <p><u>Sanitaires</u></p>	DEMOLITION GROS OEUVRE	Compte prorata	Durée chantier
31	<p>Installations communes de vie collective</p> <p>Les installations de vie collective seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier .</p> <p>Chacune des entreprises fera son affaire des autres installations nécessaires à ses interventions sur le chantier. Elles pourront se grouper pour les réaliser et les entretenir.</p> <p>L'entreprise en charge du désamiantage aura à sa charge les installations qui lui sont propres</p> <p><u>Vestiaires</u></p> <p>Mettre à la disposition des travailleurs des locaux-vestiaires conformément à R4534-139 du Code du Travail : convenablement aérés, éclairés et suffisamment chauffés, nettoyés au moins une fois par jour et tenus en état constant de propreté.</p> <p><u>Réfectoire</u></p> <p>Le réfectoire sera dimensionné pour l'effectif de pointe. Il sera équipé de tables et chaises en nombre suffisant. Un appareil permettant de réchauffer les aliments sera prévu, ainsi qu'un garde manger ou réfrigérateur.</p> <p>Installations communes d'hygiène</p> <p>Les installations d'hygiène seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier.</p> <p><u>Sanitaires</u></p>	DEMOLITION GROS OEUVRE	Compte prorata	Durée chantier

36	Installer et mettre à disposition des travailleurs des cabinets d'aisance aménagés de manière à ne dégager aucune odeur, équipés de chasse d'eau et pourvus de papier hygiénique. Prévoir au moins un cabinet d'aisance et un urinoir pour vingt hommes et deux cabinets pour vingt femmes (R4534-144, R 4228-2 à 18 du Code du travail).	DEMOLITION GROS OEUVRE	Compte prorata	Durée chantier
12	<u>Lavabos</u> Installer et mettre à disposition des travailleurs des lavabos alimentés en eau potable, et à température réglable, à raison d'un lavabo pour dix travailleurs au plus (R4228-7 du Code du travail).	DEMOLITION GROS OEUVRE	Compte prorata	Durée chantier
16	<u>Douches</u> Sur les chantiers où sont réalisés certains travaux insalubres et salissants, des douches sont mises à la disposition des travailleurs (R4228-8 du Code du Travail). <u>Ce sera le cas ici</u>	DEMOLITION GROS OEUVRE	Compte prorata	Durée chantier
137	Bureaux de chantier Mettre à disposition des bureaux en nombre et capacité conformes aux prescriptions du marché, équipés du mobilier nécessaire, correctement chauffés, éclairés et aérés conformément aux règles qui leurs sont applicables. Prévoir un nettoyage régulier.	DEMOLITION GROS OEUVRE	Compte prorata	Durée chantier
125	Salle de réunion Installer et mettre à disposition une salle de réunion de capacité conforme aux prescriptions du marché, équipée du mobilier nécessaire, correctement chauffée, éclairée et aérée conformément aux règles applicables. Prévoir des tables et chaises en nombre suffisant, des armoires permettant le rangement des documents afférents au chantier, notamment ceux de la coordination SPS, et des dispositifs permettant l'affichage des plans. Prévoir un nettoyage régulier.	DEMOLITION GROS OEUVRE	Compte prorata	Durée chantier
111	Tableaux d'informations des salariés Prévoir un tableau d'affichage en zone de cantonnement, dédié à l'affichage "sécurité" (consignes, affiches de sensibilisation à la prévention, information générale sécurité, compte-rendu de réunion,...)	DEMOLITION GROS OEUVRE	Compte prorata	Durée chantier
114	Mise à disposition d'EPI Pour les personnes extérieures au chantier (livreur, visteurs commerciaux, visiteurs du chantier) il sera mis à disposition dans une armoire de la salle de réunion les EPI suivants : 5 paires de chaussures de sécurité, 5 casques de chantier, 5 paires de lunettes de sécurité, Des protections auditives,...	DEMOLITION GROS OEUVRE		Durée chantier
78	Nettoyage des installations (ensemble du cantonnement y compris dans les ouvrages) L'ensemble des installations du cantonnement (sanitaires, réfectoire, vestiaires, bureaux...) sera nettoyé quotidiennement. Ces travaux de nettoyage feront l'objet d'un contrat avec une entreprise extérieure qui sera imputé au compte prorata.	DEMOLITION GROS OEUVRE	Compte prorata	Durée chantier
15	<u>Evacuation des ordures</u> L'évacuation journalière des ordures ménagères a été confiée, par contrat spécifique imputé au compte prorata, à une entreprise extérieure.	DEMOLITION GROS OEUVRE	Compte prorata	Durée chantier
	Consommables			

127	Le titulaire du lot mettra à disposition des travailleurs les fournitures consommables nécessaires à leur hygiène en quantité suffisante (papiers toilettes, savons, essuie-mains, balayettes, produits d'entretien etc.). Les sanitaires, réfectoires, douches et vestiaires seront également équipés de balais, éponges, pelles et produit d'entretien.	DEMOLITION GROS OEUVRE	Compte prorata	Durée chantier
33	DEPENSES D'EXPLOITATION Nettoyage des installations Les dépenses liées au contrat de nettoyage de l'ensemble des locaux du cantonnement y compris ceux éventuellement installés dans les ouvrages seront imputées au compte prorata.	DEMOLITION GROS OEUVRE	Compte prorata	
107	CHAUFFAGE DU CHANTIER Lorsque le chauffage ou le préchauffage du chantier est nécessaire pour la bonne marche des travaux, les frais afférents feront l'objet d'un accord préalable, conclu, sur proposition du Maître d'oeuvre, entre le Maître d'ouvrage et les entrepreneurs des différents corps d'état intéressés. Ces frais ne doivent en aucun cas figurer au compte prorata.	Entrep. concernée		
	NETTOYAGE DU CHANTIER Nettoyage des zones d'intervention			
				
110	Chaque entreprise assurera le nettoyage quotidien de sa zone de travail.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
24	Nettoyage des voies d'accès et de circulation de chantier Entretien et nettoyage des voies d'accès et de circulation de chantier pendant la durée des travaux, compris balayage autant que nécessaire suivant les travaux pour la sécurité des travailleurs. L'Entreprise de VRD ou l'entreprise désignée par le Maître d'œuvre, conformément à la Convention du Compte Prorata, assurera les entretiens et exécutera les nettoyages dès demande de la Maîtrise d'ouvrage, du Maître d'œuvre, de l'OPC, du Coordonnateur SPS, aux frais de(s) entreprise(s) défallante(s).	DEMOLITION GROS OEUVRE	Compte prorata	Durée chantier
6	<u>Poste de lavage des bennes à béton</u> L'entreprise de GO mettra en place des points de lavage pour les bennes à béton ou les bétonnières, avec récupération des laitances et évacuation en fin de chantier. Les laitances solidifiées seront évacuées du chantier après les travaux de GO, vers une décharge agréée.	DEMOLITION GROS OEUVRE		Durée interv.
1	Nettoyage de la voirie extérieure au chantier Lors de chaque phase de roulage de matériaux nécessitant l'utilisation de plusieurs camions, un nettoyage systématique des rues adjacentes souillées, sera effectué le jour même par l'entreprise responsable. En cas de nécessité, l'entreprise organisera plusieurs nettoyages par jour pour assurer la propreté des voies afin de ne pas provoquer d'accident.	DEMOLITION GROS OEUVRE	Entrep. concernée	Durée chantier

3.3. DANGERS LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	RECHERCHE D'OUVRAGES OU DE RESEAUX ENTERRES / AERIENS : DT et DICT			
				
147	<p>Les travaux réalisés au voisinage d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, qu'ils se déroulent dans le domaine privé ou public, sont soumis à certaines dispositions réglementaires (décret 2011-1241 du 05/10/2011) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - déclaration de projet de travaux (DT) : à charge du maître d'ouvrage, au stade de l'élaboration du projet, - déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) : chaque entreprise, y compris sous-traitante, ou membre d'un groupement d'entreprises, chargée de l'exécution des travaux, est tenue d'adresser cette déclaration avant intervention. <p>Les formulaires permettant d'effectuer ces déclarations, ainsi que la liste des exploitants de réseaux à qui elles doivent être envoyées, sont disponibles sur le Télé - service www.reseaux-et-canalizations.ineris.fr.</p> <p>La consultation du Télé- service est obligatoire.</p> <p>Ces déclarations doivent être renouvelées si les travaux n'ont pas débutés dans les 3 mois après la consultation du Télé - service.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
83	<p>DEFINITION DES DOMAINES DE TENSION</p> <p>Les 4 domaines de tension sont :</p> <p><u>Pour l'alternatif :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - TBT < à 50 Volts - BT entre 50 V et 1 000 Volts - HTA entre 1 000 V et 50 000 Volts - HTB > 50 000 Volts <p><u>Pour le continu :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - TBT < à 120 Volts - BT entre 120 V et 1 500 Volts - HTA entre 1 500 V et 75 000 Volts - HTB > 75 000 Volts 	Toutes entrep.		Durée chantier
	DEFINITION DES DISTANCES DE SECURITE			
				

9	<p>Les distances de sécurité sont définies entre un opérateur et une installation ou un ouvrage. On distingue 5 types de distances à partir d'une pièce nue sous tension:</p> <ul style="list-style-type: none"> DLI : distance limite d'investigation (établie à 50 m) DLVS : distance limite de voisinage simple (3 m < à 50 000 volts - 5 m > 50 000 Volts) DLVR : distance limite de voisinage renforcée (en BT = 30 cm - en HT = distance variable en fonction de la tension) DMA : distance minimale d'approche (en BT = DLVR - en HT = distance limite à ne jamais franchir) DLAP : distance limite d'approche prudente autour d'une canalisation isolée enterrée (50 cm de la canalisation) 	Tous interv.		Durée chantier
3	<p>DEFINITION DES ZONES AUTOUR D'UNE PARTIE NUE SOUS TENSION</p> <p><u>Zone 0 (DLI)</u> : zone d'investigation où le personnel non habilité peut travailler sans risque.</p> <p><u>Zone 1 (DLVS)</u> : zone de voisinage simple d'accès réservée aux personnels habilités au domaine de tension de la zone</p> <p><u>Zone 2 (DLVR)</u> : zone de voisinage renforcé dont l'accès est réservé au personnel habilité désigné par l'employeur et autorisé à travailler au voisinage de pièces nues sous tension en HT</p> <p><u>Zone 3 (DMA)</u> : zone de travaux sous tension HT accessible uniquement à des électriciens formés et habilités aux travaux sous tension</p> <p><u>Zone 4 (DMA)</u> : zone de voisinage renforcé BT, règles d'interventions générales ou relatives aux travaux sous tension en BT (réservé aux électriciens pour manoeuvre, mesurage, essai ..)</p>	Toutes entrep.		Durée chantier
136	<p>RESEAU ELECTRIQUE BT,HTA,HTB INTERIEUR AUX OUVRAGES</p> <p>Les opérations sur les installations électriques ou dans leur voisinage, avec des pièces nues sous tension, ne peuvent être effectuées que par des travailleurs habilités.</p> <p>Afin d'éviter les risques d'électrisation, l'entreprise demandera à l'exploitant la mise hors tension du réseau, préalablement aux travaux.</p>	Titulaire du lot		Lors du raccordement des 2 bâtiments
41	<p>CIRCULATION AU VOISINAGE DU CHANTIER</p> <p>Toute entreprise qui envisage d'accomplir des travaux au voisinage de tout type de circulation (automobile, piétonne, ferroviaire, fluviale, ...) doit prendre les dispositions propres à garantir la sécurité tant des travailleurs que des usagers.</p> <p>Ces dispositions doivent être conformes aux prescriptions des différents codes et/ou réglementations applicables au lieu du chantier.</p> <p>Elles devront être soumises aux services gestionnaires concernés et conformes à leurs demandes.</p>		Toutes entrep.	
74	<p>Circulation routière</p> <p>Pendant les travaux la circulation et le stationnement automobile aux abords du chantier seront maintenus, en tenir compte dans l'organisation du chantier et dans le choix des modes opératoires.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
81	<p><u>Information</u></p> <p>Informier le personnel des dangers présentés par la circulation aux abords du chantier.</p>	Toutes entrep.		Durée chantier
95	<p><u>Signalisation du chantier</u></p> <p>Mettre en place une signalisation du chantier conforme aux dispositions du code de la route et des instructions interministérielles sur la signalisation routière et approuvée par le gestionnaire de la voirie.</p>	DEMOLITION GROS OEUVRE	DEMOLITION GROS OEUVRE	Durée chantier
	CONDITIONS METEOROLOGIQUES			

66	Les conditions météorologiques peuvent interférer avec la santé et la sécurité des travailleurs du chantier ainsi qu'avec la sécurité des riverains du chantier. Des mesures de prévention de ces risques doivent être prises.	Toutes entrep.		
87	Canicule Sur le chantier, appliquer les mesures suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • Adapter les horaires de travail aux conditions météorologiques. • Effectuer les tâches ardues et celles requérant des efforts physiques importants aux heures les plus fraîches de la journée. • Utiliser systématiquement les aides mécaniques à la manutention. • Fournir et faire porter des vêtements de travail adaptés (amples, légers, de couleur claire et permettant l'évaporation de la transpiration) ainsi qu'une protection de la tête. • Fournir de l'eau fraîche en quantité suffisante (équivalant un verre toutes les 15 minutes par salarié). • Mettre à la disposition des travailleurs un local intempéries adapté aux conditions climatiques (rafraîchi, installé à l'ombre, correctement ventilé, etc.) et équipé de sièges en nombre suffisant (1 par travailleur). • Instaurer des pauses d'une fréquence adaptée à la température. 	Toutes entrep.	Toutes entrep.	

3.4. MILIEUX ou DANGERS PARTICULIERS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	AMIANTE			

34



Rappel des principales bonnes pratiques incombant aux acteurs du chantier lorsque l'ouvrage renferme des matériaux contenant de l'amiante (MCA) :

Maître d'ouvrage (donneur d'ordre) :

- **communiquer tous les documents de repérage amiante (DTA, repérage avant démolition totale ou partielle, repérage avant travaux) au maître d'œuvre, aux entreprises (DCE) et au CSPS.**
- choisir des entreprises certifiées pour les travaux de retrait et d'encapsulage d'amiante (Travaux sous section 3) ;
- choisir les entreprises certifiées pour effectuer les examens visuels et mesures d'empoussièrement vous incombant (Travaux sous section 3) ;
- récupérer et conserver les bordereaux de suivi de déchets renfermant de l'amiante (BSDA) ;

Maître d'œuvre – OPC :

- vérifier la bonne transmission des documents « amiante » aux entreprises, et **la cohérence des repérages réalisés par rapport au périmètre et au contenu des travaux** ;
- notifier l'obligation de certification d'entreprise dans les CCTP et vérifier que les entreprises choisies sont titulaires d'une certification (travaux de démolition, encapsulage ou retrait) ;
- tenir compte des délais d'instruction du plan de retrait (travaux sous section 3) ou modes opératoires (Interventions sous section 4) ;
- interdire toute co-activité dans les zones de travaux provoquant l'émission de fibres.

Entreprise – sous-traitant – travailleur indépendant :

- s'assurer de l'exhaustivité des repérages avant travaux et de leur cohérence par rapport au périmètre et au contenu des travaux ;
- élaborer et fournir un PPSPS ainsi qu'un plan de démolition, de retrait ou d'encapsulage (Travaux sous section 3), ou des modes opératoires (Intervention sous section 4)
- former ses salariés ;
- évaluer le niveau d'empoussièrement des opérations ;
- respecter les règles techniques liées à ses travaux ;
- conditionner, stocker et évacuer les déchets amiantés selon les dispositions réglementaires et règles de l'art.
- informer le maître d'ouvrage, le maître d'oeuvre et le C. SPS de tout aléa en phase de chantier.


Incertitude quant à la présence d'amiante - Investigations complémentaires

DESAMANTAGE

Maître d'oeuvre

Maître d'ouvrage


Toutes entrep.



138	<p><u>Attention</u> : l'ensemble des résultats issus des repérages des matériaux et produits contenant de l'amiante est à compléter:</p> <p>28 rue Baudelaire = pré rapport 65 rue Verlaine = pré rapport</p> <p>Pour les logements suivant, la quantité de prélèvement n'est pas suffisant 50 rue Verlaine, trop peu de prélèvements toutes les pièces n'ont pas été diagnostiquées (expl : 1 seul prélèvement à l'étage) 23 rue Aragon, trop peu de prélèvements toutes les pièces n'ont pas été diagnostiquées Idem 41 rue Verlaine</p> <p>Attention considérer amiantés les chiens assis en ardoises fibro. Voir diag 23 rue Aragon indiqué comme amianté sur jugement de l'opérateur. Les chiens assis n'ont été diagnostiqué nul part ailleurs</p> <p>Dans l'attente des investigations complémentaires et de leur communication, il appartient au maître d'œuvre et aux entreprises d'interdire tous travaux sur les parties d'ouvrage susceptibles de renfermer des matériaux et produits amiantés, générant un risque d'inhalation de fibres d'amiante tels que : travaux au contact ou à proximité de flocage, calorifugeage, faux plafonds, travaux de démolition même partielle, découpe, percement, sciage, carottage, battage, enlèvement d'enrobé de chaussée, etc... .</p>	Maître d'ouvrage	DESAMANTAGE Toutes entrep.	Avt arriv. Ent
4 	<p>PLOMB</p> <p>Diagnostic Repérage avant travaux</p> <p>Une recherche de plomb avant travaux a été effectuée. Cependant, l'ensemble des diagnostics plomb ne révèlent aucune mesure réalisée.</p> <p>De plus, prévoir de réaliser des prélèvements sur les clôtures extérieures.</p> <p><u>Ils sont à reprendre dans leur intégralité</u></p> <p>Faire réaliser les repérages de plomb dans les ouvrages avant le début des travaux et transmettre les rapports au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.</p> <p>Aucun démarrage de travaux ne pourra intervenir avant l'obtention des informations relatives à la présence ou non de plomb.</p>	Maître d'ouvrage	Maître d'ouvrage	Avt arriv. Ent
139	<p>INTERVENTION SUR L'EXISTANT - VETUSTE - INSTABILE</p> <p>Le maître d'ouvrage est tenu, de procéder à un diagnostic de la solidité et de la stabilité des existants et notamment des planchers, des murs porteurs, des murs de clôture, etc., dans le cadre de l'évaluation des risques professionnels (PGP).</p> <p>Le Maître d'Ouvrage transmettra au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS le résultat de ces diagnostics.</p> <p>Les solutions techniques proposées, par les entreprises, afin de stabiliser, de conforter, les existants, seront validées par la maîtrise d'œuvre.</p>	Maître d'ouvrage	DEMOLITION GROS OEUVRE Maître d'œuvre Toutes entrep.	
140	<p>Diagnostic solidité, stabilité</p> <p>Aucun diagnostic n'a été effectué par le Maître d'ouvrage.</p> <p>Faire réaliser ces diagnostics dans les ouvrages avant début des travaux et transmettre au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS, les rapports.</p> <p>Aucun démarrage de travaux ne pourra intervenir avant l'obtention des informations relatives à la solidité et la stabilité des ouvrages</p>	Maître d'ouvrage	Toutes entrep.	

141	Ouvrages nécessitant d'éventuels travaux de confortement Faire réaliser un diagnostic solidité des ouvrages dont la solidité est douteuse, de ceux devant être particulièrement sollicités durant la réalisation des travaux, de ceux faisant office de protection collective, contre les chutes notamment, de ceux devant supporter les sollicitations engendrées par des dispositifs de protections individuelles ou collectives. Prévoir le renforcement des ouvrages ne présentant pas des garanties de solidité suffisante.	Maître d'ouvrage	DEMOLITION GROS OEUVRE	Avt arriv. Ent
142	Eléments instables Débarrasser les existants de tous les éléments de construction non scellés ou présentant un risque de chute.	DEMOLITION GROS OEUVRE Entrep. concernée	DEMOLITION GROS OEUVRE Entrep. concernée	
17	RISQUE BIOLOGIQUE COVID - 19 Chaque intervenant du chantier devra se tenir informé des modifications du guide de préconisation relatif au risque COVID édité par l'OPPBTP. Il devra prendre les mesures nécessaires pour respecter les consignes données par le gouvernement et s'adapter à l'évolution de celles ci. Le lot gros oeuvre sera en charge de la mise en place des moyens commun qui seront pris en charge par le compte prorata		Toutes entrep.	

4. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS - SUJETIONS QUI EN DECOULENT

4.1. VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES DANS LE CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	CIRCULATION DES ENGINS ET VEHICULES			
75	La circulation et les manœuvres des véhicules et engins à l'intérieur du chantier devront être organisées selon les principes développés dans la recommandation CRAM R.434 .	Toutes entrep.		Durée chantier
94	Sortie des véhicules du chantier Avant de quitter le chantier, les engins et véhicules devront être nettoyés afin de ne pas souiller les chaussées extérieures au chantier. En cas de salissure de la voie publique provenant des engins et véhicules de chantier, le nettoyage sera demandé à une entreprise spécialisée et mis à la charge de l'entreprise défaillante.	Toutes entrep.		
	CIRCULATION DES PIETONS			
79	Itinéraires Installer une séparation physique entre les voies empruntées par les piétons et celles utilisées par les engins et véhicules, particulièrement à proximité et à la sortie de la zone de cantonnement.	DEMOLITION GROS OEUVRE	DEMOLITION GROS OEUVRE	Durée chantier
	MOYENS DE CIRCULATION HORIZONTALE : PASSERELLES - PLANCHERS - PLATEFORMES			
	Fouilles - Tranchées			
				
97	Mettre en place et entretenir des passerelles de franchissement des tranchées dès que leur largeur est supérieure à 0,40 m. Ces passerelles adaptées à la dimension des fouilles et tranchées, seront protégées contre les risques de chute par des garde-corps sur toute leur longueur.		Entrep. concernée	Phase VRD et fondations GO
	MOYENS DE CIRCULATION VERTICALE : ESCALIERS - PLATEFORMES - ECHAFAUDAGES			
	Echafaudage commun			


143	<p>Chaque entreprise sera responsable de l'installation de son propre échafaudage.</p> <p>PPour les entreprise concernées:</p> <p>Les échafaudages seront installés sur la périphérie des bâtiments pour permettre les travaux en façades et sur les toitures.</p> <p>En fonction de la pente du toit et pour éviter l'effet "toboggan", ils seront munis de garde-corps complémentaires surélevés et de filets de retenue sur le dernier niveau (maille 10 x 10) .</p> <p>Tous les accès au bâtiment seront munis d 'auvents de protection ou de pare-gravois préservant les piétons des chutes éventuelles d'objets et de matériaux.</p> <p>Les échafaudages seront munis de pancartes signalétiques interdisant aux personnes non autorisées de monter sur l'échafaudage:</p> <ul style="list-style-type: none"> accès interdit, échafaudage en cours de montage puis accès interdit aux personnes non autorisées 	Entrep. concernée		
	MOYENS DE CIRCULATION VERTICALE : EQUIPEMENTS AMOVIBLES TELS QUE LES ECHELLES			
				
55	<p>L'utilisation généralisée de l'échelle comme moyen d'accès et de circulation ne permet pas de répondre aux principes généraux de prévention.</p> <p>Les échelles peuvent être utilisées comme moyens d'accès, dans les conditions définies dans le code du travail, suite à évaluation des risques effectuée par l'entreprise.</p> <p>Le port de charge sera exceptionnel, limité à des charges légères, peu encombrantes, portées par exemple en bandoulière ou à la ceinture (outillage léger). Il ne doit pas empêcher le maintien d'une prise sûre, c'est à dire au moins trois points de préhension, simultanément. Cette règle interdit le port manuel de charge sur une échelle.</p> <p>L'échelle ne peut être utilisée comme poste de travail.</p>	Toutes entrep.		Durée chantier
	MOYENS DE PROTECTION COLLECTIVE CONTRE LES CHUTES			
				

89	<p>La mise en place des protections collectives préalablement à l'intervention des entreprises, en particulier lorsqu'il s'agit de protections collectives contre les risques de chute de hauteur, est une priorité. Les protections collectives seront conçues et installées selon les dispositions réglementaires qui leur sont applicables. Elles répondront aux objectifs ci-dessous permettant de satisfaire aux principes généraux de prévention :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La réalisation des protections collectives définitives intégrées dans l'ouvrage sera, dans toute la mesure du possible, préférée à l'installation de protections provisoires de chantier. - L'entreprise chargée des protections collectives recherchera et mettra en œuvre les solutions permettant d'éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise à l'enlèvement temporaire d'une protection collective. - La maintenance et l'entretien des protections collectives seront assurés par une entreprise désignée à cette fin. 	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
----	---	----------------	----------------	----------------

4.2. CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS - MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES.

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en œuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
14	<p>MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES</p> <p>Aide à la manutention (grue sur le chantier, treuil, palan, etc..)</p> <p>Prévoir des moyens d'aide à la manutention manuelle.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

4.3. ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en œuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
23	<p>APPROVISIONNEMENTS</p> <p>Afin de faciliter et rationaliser les approvisionnements, la maîtrise d'œuvre et les entreprises prévoient, en fonction des volumes et quantité des matériaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La planification des approvisionnements en fonction de l'enchaînement des tâches • Les moyens matériels d'approvisionnement, en particulier les moyens communs : appareils de manutention, recettes à matériaux,... • Les infrastructures provisoires ou définitives : accès, voie de circulation,... <p>Les entreprises indiqueront dans leur PPSPS les modes opératoires d'approvisionnement des matériels et matériaux.</p>	Toutes entrep.		Durée chantier
	<p>STOCKAGES</p> 			

91	<p>Les zones de stockages seront réalisées avec des matériaux secs, sains, plans et soigneusement compactés, dès le début des travaux. Elles devront supporter les charges stockées et permettre la reprise aisée des matériels, matériaux et produits stockés. Elles seront entretenues par les entreprises entreposant leurs matériels, matériaux et produits. Chaque zone de stockage sera matérialisée et signalée (proscrire le ruban de signalisation trop fragile).</p> <p>Le stockage à l'intérieur ou sur les ouvrages (local, dalle, plancher, toiture, etc...) sera subordonné à l'autorisation préalable de la Maîtrise d'œuvre, en fonction des charges admissibles, de la nature des produits notamment dangereux, et de l'enchaînement des interventions d'entreprises dans la zone concernée. Le stockage d'un produit dangereux sera réalisé conformément aux conditions prévues dans la fiche de données de sécurité de ce produit.</p> <p>Chaque entreprise doit préciser dans son PPSPS ses besoins en surface de stockage, les périodes d'utilisation, et les transmettre à la maîtrise d'œuvre. La FDS de chaque produit dangereux utilisé sur le chantier sera jointe au PPSPS de l'entreprise. Le stockage des produits chimiques sera effectué en respectant les règles de compatibilité.</p> <p>Aménagement, matérialisation et signalisation des stockages de produits chimiques</p>	DEMOLITION GROS OEUVRE Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
135	<p>Aménager les zones de stockage de produits chimiques conformément aux dispositions réglementaires et consignes du fournisseur (rétention de capacité suffisante, moyens de lutte contre l'incendie,...).</p> <p>Baliser chaque zone de stockage.</p> <p>Signaler les stockages de produits dangereux par des affichettes mentionnant les étiquettes de danger correspondant aux produits stockés ainsi que les conseils de prudence relatifs à la manipulation de ces produits (interdiction de fumer, interdiction de points chauds, règles d'utilisation, port des EPI, ...)</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	
35	<p>Incompatibilité entre produits</p> <p>Stocker les produits chimiques en respectant les règles d'incompatibilité.</p> <p>Veillez à séparer physiquement les produits incompatibles.</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	
5	<p>Stockage des éléments préfabriqués lourds extérieur</p> <p>Les systèmes de stabilisation ou calage utilisés sur le chantier seront détaillés dans le PPSPS de l'entreprise.</p>	Entrep. concernée		

4.4. CONDITIONS DE STOCKAGE D'ELIMINATION ou d'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	EVACUATION DES DECHETS DANS LE BÂTI			

19	<p>Les déchets doivent être stockés hors des zones de travaux afin de faciliter les circulations, les déplacements et limiter les risques d'accident de plain pied.</p> <p>Afin d'éviter les risques de projections et de poussières, des systèmes d'évacuation des déchets et gravats doivent être mis en place par les entreprises qui les détailleront dans leur PPSPS (goulotte, big bag, autre...).</p> <p>Chaque entreprise, y compris sous-traitante, intervenant sur le chantier, est chargée d'assurer quotidiennement le nettoyage de ses zones de travail, d'acheminer l'ensemble de ses déchets jusqu'aux bennes lorsque celles-ci sont mises en place ou de les évacuer, par tous les moyens adaptés.</p>	Toutes entrep.	Compte prorata Toutes entrep.	Durée chantier
58	<p>ZONE DE STOCKAGE ET ENLEVEMENT DES DECHETS NON DANGEREUX</p> <p>Les déchets doivent être stockés hors des zones de travaux afin de faciliter les circulations et limiter les risques d'accident de plain pied.</p> <p>Les bennes à déchets seront implantées dans une zone aménagée, balisée, entretenue, avec des matériaux secs, sains, plans et soigneusement compactés.</p> <p>Chaque zone de stockage des déchets figurera dans le plan d'installation de chantier.</p> <p>L'enlèvement des déchets, gravats, matériaux de démolition, emballages, etc., se fera aussi souvent que nécessaire, vers les décharges agréées.</p>	DEMOLITION GROS OEUVRE	Compte prorata Entrep. concernée	
26	<p>Déchets industriels banals (DIB)</p> <p>Mettre à disposition des bennes correspondant aux différents produits non dangereux à évacuer et en assurer également la gestion (enlèvement, remplacement, etc...)</p> <ul style="list-style-type: none"> - papiers, cartons (propres et pliés), - bois, - polystyrènes, plastiques, - métaux <p>Voir § 02.1.12- Gestion et évacuations des déchets du CCTP lot GO</p>	DEMOLITION GROS OEUVRE	Compte prorata	Durée chantier
113	<p>Déchets inertes (DI)</p> <p>Mettre à disposition des bennes correspondant aux différents produits non dangereux à évacuer et en assurer également la gestion (enlèvement, remplacement, etc...)</p> <ul style="list-style-type: none"> - béton et matériaux connexes, - matériaux de construction 	DEMOLITION GROS OEUVRE	Compte prorata	Durée interv.
112	<p>ZONE DE STOCKAGE ET ENLEVEMENT DES DECHETS DANGEREUX</p> <p>Chaque entreprise reste responsable des déchets dangereux produits par ses travaux. Le PPSPS de l'entreprise mentionnera les moyens utilisés afin de prévenir tout risque d'accident, de pollution et d'incendie lié à la production et au stockage de ces déchets. Les déchets dangereux devront être évacués au plus tôt afin d'éviter une longue période de stockage sur le chantier.</p> <p>Certaines matières ou substances présentant un risque particulier seront stockées à part par les entreprises concernées qui en assureront la gestion et la protection vis à vis des tiers et des autres intervenants.</p> <p>Le stockage de ces produits se fera impérativement sur les emplacements réservés à cet effet, dans le respect des règles d'incompatibilité.</p> <p>Amiante</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	

100	<p>Etiqueter les déchets «amiante», avec le symbole réglementaire «a », quel que soit leur conditionnement.</p> <p>Transporter les déchets amiantés hors du lieu de travail aussitôt que possible dans des emballages appropriés et fermés, et les stocker à l'abri des intempéries.</p> <p>Les déchets amiantés de toute nature doivent être traités de façon à ne pas provoquer d'émission de poussières pendant leur manutention, leur transport, leur entreposage et leur stockage.</p> <p>Etablir les bordereaux de suivi des déchets d'amiante pour chaque chargement. Ils doivent accompagner les déchets jusqu'à destination finale. Ces bordereaux devront être transmis au maître d'ouvrage.</p>	DESAMANTAGE	DESAMANTAGE	Durée interv.
-----	--	-------------	-------------	---------------

4.5. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES TEMPORAIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISOIRE

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
40	<p>UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES : MESURES GENERALES</p> <p>De manière générale, tout intervenant sur le chantier, a la responsabilité de vérifier personnellement et à tout moment la stricte et constante application des dispositions réglementaires destinées à assurer la sécurité de son personnel. Cette vérification doit l'amener, lorsque les protections collectives ne sont pas installées ou lorsque celles en place s'avèrent insuffisantes ou inadaptées aux risques encourus, à mettre en œuvre à ses frais, les protections nécessaires et à en assurer la maintenance jusqu'à la prise en charge par un autre entrepreneur.</p> <p>Lorsqu'une entreprise est contrainte d'enlever temporairement une protection collective, en particulier une protection contre les risques de chute (garde-corps ou partie de garde-corps, platelage, obturation de trémie ou réservation,...) afin de réaliser un travail particulier, elle ne pourra entreprendre ce travail sans avoir au préalable adopté les mesures de sécurité compensatoires efficaces, aussi bien pour son propre personnel que pour l'ensemble des intervenants sur le chantier. Après l'interruption ou la fin de ce travail particulier, l'entreprise mettra en place les dispositifs de protection collective assurant un niveau de sécurité équivalent. En cas de carence d'une entreprise concernant la mise en place de protections collectives dont l'absence est de nature à causer un risque, le maître d'œuvre fera poser ces protections par une entreprise de son choix, aux frais de l'entreprise défaillante.</p> <p>Toute personne qui constate une dégradation ou un défaut de protections collectives doit prévenir immédiatement son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de la maintenance des protections.</p>	Tous interv.	Tous interv.	Durée chantier
8	<p>Maintenance des protections collectives</p> <p>Assurer la maintenance des protections collectives sur le chantier.</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	
119	<p>Enlèvement temporaire d'une protection collective</p> <p>Interdire l'accès à la zone dangereuse, par des dispositifs matériels de condamnation. Signaler le danger.</p> <p>Enlèvement temporaire d'une protection collective - Adaptation pendant les travaux</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier

104	<p>L'enlèvement temporaire d'une protection collective, est subordonné à la mise en oeuvre de mesures compensatoires efficaces.</p> <p>Lorsqu'une entreprise est contrainte de retirer un dispositif de protection contre les chutes (platelages, garde-corps, obturateur de trémie, de réservation,...) afin de réaliser ses travaux, elle doit, à chaque intervention et autant que nécessaire, adapter le dispositif de protection à la nouvelle configuration de la zone de travaux.</p> <p>L'accès à la zone rendue dangereuse sera interdit par des dispositifs matériels de condamnation.</p> <p>Le danger sera signalé par tout moyen efficace.</p> <p>Le PPSPS de l'entreprise précisera les mesures prises pour assurer la continuité des solutions de protection collective lorsque celles-ci requièrent une adaptation particulière.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.
70	<p>UTILISATION DES ACCES TEMPORAIRES : ESCALIERS, PASSERELLES, PLANCHERS, PLATEFORMES, ECHAFAUDAGES, ETC - MESURES GENERALES</p> <p>Consigne d'utilisation</p> <p>Informez les personnes utilisant les tours escaliers, passerelles, planchers, plateformes, échafaudages, des consignes à respecter. Il est interdit notamment de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - démonter ou modifier tout ou partie de la structure (montants, moises, contreventements, garde-corps, planchers, ancrages, etc...). Les modifications ne peuvent être réalisées que par des personnes compétentes désignées. Les demandes de modifications doivent être faites auprès de votre responsable de chantier. - effectuer des stockages sur les planchers : les matériels et matériaux ne doivent pas y être entreposés, les gravats et décombres doivent être évacués. - dépasser la charge admissible indiquée de manière visible sur les planchers. - utiliser ces équipements lorsqu'ils sont rendus glissants par suite de verglas, de gelée ou de neige. - accéder à une structure en cours de montage, démontage ou transformation, si on n'est pas autorisé pour cela. <p>Informez chaque utilisateur qu'en cas d'anomalie ou de danger (protection manquante, déformation inquiétante, démontage partiel,...) il doit cesser l'utilisation de l'équipement et prévenir son responsable de chantier.</p>	Entrep. concernée	Toutes entrep.
51	<p>Gelée, verglas, neige</p> <p>Condamner les accès temporaires par des moyens matériels empêchant leur utilisation lorsqu'ils sont rendus glissants par suite de verglas, de gelée ou de neige. Signaler le danger par panneau. Faire sabler / saler ces accès et vérifier l'absence de risque de glissade avant d'autoriser leur utilisation.</p>	Entrep. concernée	Toutes entrep.
	<p>UTILISATION DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE TEMPORAIRE : MESURES GENERALES</p>		


128	<p>Rappel : l'installation électrique temporaire fera l'objet de vérification initiale et périodique.</p> <p>Les opérations de maintenance seront effectuées régulièrement , afin de supprimer dans les meilleurs délais, les défauts et anomalies signalées par les utilisateurs.</p> <p>La surveillance du bon fonctionnement des installations électriques temporaires implique, outre la participation de l'entreprise qui en est chargée, celle de chaque entreprise du chantier et de chaque personne utilisant l'installation.</p> <p>Toute personne constatant une anomalie, un défaut, dans l'utilisation de l'installation électrique doit prévenir immédiatement son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de sa surveillance et de sa maintenance. Ces consignes seront décrites dans les PPSPS et devront être commentées à tous les personnels lors de l'accueil sécurité.</p>	ELECTRICITE	ELECTRICITE	Durée chantier
-----	---	-------------	-------------	----------------

4.6. UTILISATION DE MOYENS COMMUNS


N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en œuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
11	<p>UTILISATION DES MOYENS COMMUNS : REGLES GENERALES</p> <p>Le prêt et l'utilisation par plusieurs entreprises d'un même équipement de travail permet de limiter les risques d'accident dus aux montages et démontages successifs des équipements.</p> <p>Lorsque l'utilisation commune d'un équipement de travail est prévue au titre de l'organisation générale du chantier, elle se fera selon les règles d'organisation indiquées dans les pièces écrites des marchés, les documents de coordination, et selon les prescriptions réglementaires applicables à l'équipement. En complément, une convention de mise à disposition sera, si nécessaire, établie et signée par chacune des entreprises utilisatrices de l'équipement.</p> <p>Lorsque l'utilisation commune d'un équipement résulte d'une initiative de plusieurs entreprises qui décident de se prêter un équipement afin de faciliter leur intervention sur le chantier, ces entreprises établiront au préalable par écrit, sous leur responsabilité, et d'un commun accord, une convention de mise à disposition.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
106	<p>MOYENS COMMUNS: CONVENTION DE MISE A DISPOSITION</p> <p>Cette convention conservée sur le chantier, mentionnera, outre les noms et raisons sociales des entreprises concernées, les noms des responsables, la nature et les caractéristiques de l'équipement faisant l'objet du prêt, les modalités de sa mise à disposition, les obligations et les responsabilités de chacun, en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> la date de mise à disposition les consignes de mise en œuvre et d'utilisation de l'équipement, les consignes de sécurité à respecter les obligations concernant les habilitations nécessaires à l'utilisation ou la conduite de l'équipement : habilitation du responsable hiérarchique de l'entreprise utilisatrice de l'équipement de travail, objet du prêt les obligations concernant les vérifications réglementaires de sécurité réalisées et à prévoir tout document utile à la mise en œuvre de l'équipement de travail : notice d'instructions du constructeur, carnet de maintenance, dernier compte-rendu de vérification réglementaire, constat contradictoire de l'état de l'équipement, etc... 	Toutes entrep.		Durée chantier


4.7. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE




N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
42	RISQUES LIES A LA CO- ACTIVITE : REGLES GENERALES La co-activité due à des interventions simultanées ou successives d'entreprises, impose la mise en œuvre de mesures de prévention dans le respect des principes généraux de prévention : - La planification des interventions d'entreprises sera organisée, autant que possible, de manière à supprimer les co-activités génératrices de risques. - Lorsque la planification des interventions d'entreprises laisse subsister un risque de co-activité, l'intervenant qui génère le risque mettra en place des moyens de prévention collective de manière à l'éviter ou le réduire. Il en informera les autres entreprises, le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS (PPSPS Partie « Risques exportés »). - Les travaux incompatibles feront l'objet d'un repérage particulier dans le planning afin de supprimer les co-activités (amiante, plomb, utilisation de produits inflammable et/ou explosif, montage, démontage d'éléments préfabriqués lourds, etc....) - La réalisation des protections collectives définitives intégrées dans l'ouvrage, des accès définitifs, sera préférée à l'installation de protections et d'accès provisoires de chantier. - Chaque entreprise recherchera et mettra en œuvre des solutions permettant d'éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise à l'enlèvement temporaire d'une protection collective. - Toute zone de travail à risque (chute d'objets, évolution de matériel, zone de montage, d'essais, etc....) sera signalée par tout moyen adapté (balisage, chaînette, panneau, etc....), par l'entreprise générant le risque. En outre, une surveillance de ces zones par une ou plusieurs personnes chargées d'en interdire l'accès est indispensable. - L'entreprise qui investit une zone du chantier, ou de l'ouvrage, est tenue de vérifier qu'elle ne présente pas de danger avant d'y faire travailler son personnel. Toute anomalie doit être signalée au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS.	Maître d'oeuvre Tous interv.		Durée chantier
77	Travaux par point chaud Lorsque des travaux de soudure sont accomplis sur le chantier, mettre en oeuvre des écrans de protection. Permettre l'utilisation de chalumeaux (plomberie, chauffagiste, soudure, étancheur) uniquement au personnel spécialisé. Fournir les équipements spécifiques. Mettre un extincteur à poste au droit de chaque zone de travail. Utiliser des équipements de soudure conformes à la réglementation en vigueur et vérifiés périodiquement. S'assurer que les canalisations souples d'oxygène et d'acétylène sont munies de clapets anti-retour disposés au plus près du chalumeau (2 m maximum). Stocker les bouteilles de gaz à l'abri du soleil, à l'extérieur. Déplacer obligatoirement les bouteilles de gaz sur des chariots adaptés et attachées en position verticale lors de leur utilisation Interdire l'utilisation des bouteilles de gaz en position couchées.	Entrep. concernée	Entrep. concernée	
	RISQUES LIES A LA CO- ACTIVITE : PLANNING			

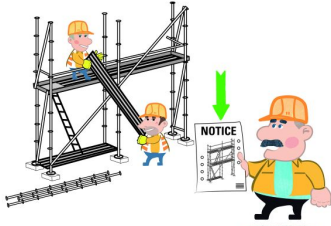
57	<p>La planification des travaux sera faite de manière à éviter les co activités génératrices de risques, notamment les travaux superposés, les travaux incompatibles, etc., conformément aux principes généraux de prévention. Les secteurs géographiques affectés aux différents travaux seront au besoin mentionnés.</p> <p>Le planning des travaux fera apparaître également les dates et périodes de mise à disposition des moyens communs définitifs ou provisoires, notamment d'accès, de circulation, de protection collective, de manutention, etc....</p>	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage Toutes entrep.		Durée chantier
	PORT DES E.P.I.			
				
18	<p>Lorsque la protection ne peut être pleinement assurée par des dispositifs de protection collective, des équipements de protection individuels devront être mis à disposition des intervenants. Chaque entreprise a en charge la vérification du port effectif des ces EPI par son personnel y compris le personnel intérimaire.</p> <p>Le prêt d'EPI aux visiteurs sera assuré par l'intervenant de chantier recevant ces visiteurs (maître d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, entreprise...).</p>	Tous interv.		Durée chantier
64	<p>RISQUES LIES A L'AMIANTE: ENCAPSULAGE OU RETRAIT Y COMPRIS AVANT DEMOLITION (Travaux sous section 3)</p> <p><u>Rappel des principales dispositions applicables à tous types d'ouvrages (bâtiment, route, autoroute, voie ferrée, ouvrage d'art, canalisation, équipement, etc...) :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Depuis le 1er Juillet 2014 l'entreprise sera obligatoirement titulaire d'une certification pour réaliser les travaux d'encapsulage ou de retrait d'amiante, y compris les entreprises de génie civil en extérieur (par exemple travaux ou interventions sur enrobés, voies ferrées, réseau de canalisations, etc...) - Le personnel intervenant sera formé et recyclé. - L'évaluation des risques et le mesurage des empoussièrtements seront effectués par l'entreprise conformément aux dispositions réglementaires de l'article R.4412.126 du code du travail. <p><u>L'entreprise établira :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - un plan de démolition, de retrait ou d'encapsulage, tenu à disposition sur le chantier, qu'elle communiquera au moins un mois avant le démarrage des travaux aux organismes de prévention du lieu du chantier (inspecteur du travail, service prévention de la CARSAT, OPPBTP) - un rapport de fin de travaux contenant les éléments indiqués à R. 4412.139 du code du travail, qu'elle remettra au maître d'ouvrage pour intégration dans le DIUO et copie au Coordonnateur SPS. <p>Préalablement à l'enlèvement total ou partiel du dispositif de confinement et à la restitution de la zone, l'entreprise procédera aux examens, nettoyages, mesures et actions prescrites à R. 4412.140 du code du travail.</p>	DESAMIANTEGE	DESAMIANTEGE	
99	<p>Plan de démolition, encapsulage ou retrait</p> <p>Transmettre au coordonnateur le plan de retrait approuvé, qui sera intégré dans le PPSPS. Respecter les mesures de prévention définies dans le plan de retrait.</p>	DESAMIANTEGE	DESAMIANTEGE	
	RISQUES LIES A L'AMIANTE: DISPOSITIONS COMMUNES A TOUTES ACTIVITES			



52	<p>Qu'il s'agisse d'opérations de retrait / encapsulage ou bien d'interventions sur des matériaux, équipements, matériels, articles susceptibles d'émettre des fibres d'amiante, et afin d'éviter tout risque de co- activité, les moyens adaptés seront mis en œuvre par l'entreprise afin de réduire au niveau le plus bas techniquement possible la durée et le niveau d'exposition des intervenants, et garantir l'absence de pollution des bâtiments, structures, installations dans lesquels ou dans l'environnement desquels sont réalisées les opérations.</p> <p>Ces moyens comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> Des techniques et modes opératoires de réduction de l'empoussièrement : travail robotisé en système clos, imprégnation à cœur des matériaux (agents mouillants), démontage d'éléments, déconstruction. Les mesures nécessaires de confinement et de limitation de la diffusion des fibres à l'extérieur de la zone des opérations : moyens de décontamination appropriés, et procédures de décontamination. Le contrôle de l'empoussièrement grâce à un programme de mesures destinées à vérifier en permanence, dans toutes les zones de travaux, que le niveau d'empoussièrement ne dépasse pas les seuils prescrits par la réglementation. Ce programme de mesures est détaillé dans le plan de retrait ou d'encapsulage (PDRE – Travaux sous section 3) ou dans les modes opératoires d'intervention (intervention sous section 4). <p>Moyens de protection collective</p>	DESAMANTAGE	DESAMANTAGE
56	<p>Mettre en œuvre les moyens de protection collective destinés à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'abattage des poussières ; - L'aspiration des poussières à la source ; - La sédimentation continue des fibres en suspension dans l'air ; - La décontamination des intervenants, matériels, installations, équipements. <p>En assurer l'entretien et faire procéder périodiquement aux vérifications prescrites par la réglementation.</p> <p>Signalisation de la zone de l'opération - Interdiction d'accès</p>	DESAMANTAGE	DESAMANTAGE
45	<p>Mettre en place et entretenir une signalisation efficace de la zone de travaux amiante mentionnant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'interdiction absolue d'accéder à toute personne non concernée par les travaux sur l'amiante, - Le niveau d'empoussièrement estimé, - Les EPI obligatoires. <p>Mettre en place et entretenir une condamnation de son accès par des dispositifs matériels.</p> <p>Mesures d'empoussièrement dues par l'entreprise</p>	DESAMANTAGE	DESAMANTAGE
131	<p>Afin de maîtriser le risque de coactivité lié à la présence d'amiante, le programme de mesures établi par l'entreprise, détaillé dans le plan de retrait ou d'encapsulage (PDRE - Travaux sous section 3) ou dans les modes opératoires d'intervention (intervention sous section 4), comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> Les mesures pendant l'opération : à proximité des rejets des extracteurs, en zone d'approche du personnel, en zone de récupération base vie, en zone d'approche du sas déchet, environnementales dans les locaux affectés aux travaux, ainsi que dans les locaux adjacents occupés et les zones de passage du public. La mesure dite de restitution 1, ou libératoire, affectuée avant la dépose du confinement. <p>Les résultats de ces mesures sont consignés par l'entreprise dans un cahier tenu à disposition sur le lieu de l'opération.</p> <p>Découverte d'amiante en cours de travaux</p>	DESAMANTAGE	DESAMANTAGE


53	En cas de découverte de matériau laissant un doute quant à la présence d'amiante, l'entreprise <u>avertira immédiatement</u> la Maîtrise d'Ouvrage et la Maîtrise d'oeuvre afin de faire réaliser les prélèvements complémentaires s'avérant nécessaires. Le Coordonnateur SPS sera informé de cet aléa de chantier. La zone concernée sera correctement balisée avec la mise en place d'une signalétique ("DANGER AMIANTE") interdisant tous travaux dans cette zone.	Tous interv.		Durée chantier
43	RISQUES LIES AU PLOMB Les modes opératoires de traitement du plomb seront choisis par la MOE et les entreprises, après évaluation de risques, parmi les procédés suivants : - Démolition totale du support avec les peintures au plomb. - Démolition partielle - Décapage chimique - Décapage thermique - Sablage - Grattage, ponçage, piochage - Recouvrement par doublage - Recouvrement par une peinture ou un verni. - Etc.... Solutions de traitement retenues A ce stade de la conception, les choix de traitement retenus ne sont pas définie compte tenue des diagnostics non cohérents	Entrep. concernée Maître d'oeuvre		
122	Présence de plomb Utiliser des procédés limitant les émissions de fumées et poussières ou réaliser les opérations en enceinte fermée ou capter les émissions au plus près de leur source. Aspirer systématiquement les poussières avec un aspirateur équipé de filtres à très haute efficacité (pour les petites quantités de poussières, préférer un nettoyage à l'humide) ; Porter des équipements de protection (vêtements, gants, appareil de protection respiratoire) ; Ne pas boire, fumer, manger, mâcher du chewing-gum sur les lieux de travail ; Se laver le visage et surtout les mains avant les pauses et la sortie. Mettre des douches à disposition des salariés. Changer les vêtements après le travail.	Entrep. concernée Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage		
25		Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée interv.
	RISQUES LIES AUX TRAVAUX EN FOUILLE OU EN EXCAVATION			
				

22	<p>Avant tout travaux l'entreprise doit s'informer de l'existence éventuelle :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de terre rapportée sur la zone de ses travaux • de réseaux ou canalisations enterrés • des risques d'impregnation du sous-sol par des produits chimiques dangereux <p>Les fouilles et excavations devront être réalisées, aménagées et signalées dans les conditions prescrites par le code du travail. Elles seront en particulier blindées ou talutées afin de prévenir tout risque d'ensevelissement des personnes devant effectuer des interventions en fond de fouille.</p> <p>Des moyens d'évacuation rapide seront mis en place. Des moyens de franchissement seront positionnés sur les fouilles de largeur supérieure à 0,40m. Les parois des fouilles en tranchée ou en excavation devront être aménagées de façon à prévenir les éboulements.</p>		Entrep. concernée	Durée chantier
148	<p>RISQUES LIES A L'ENDOMMAGEMENT DE RESEAUX</p> <p>Avant tout travaux, l'entreprise doit être en possession de l'ensemble des documents issus des DT, des DICT (plans, recommandations des exploitants réseaux), des résultats des investigations complémentaires si réalisées en phase projet, des fiches techniques issues du "guide technique fascicule 2" correspondants aux opérations à réaliser (http://www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr)</p> <p>Le personnel affecté aux travaux (encadrant et opérateurs) sera titulaire d'une autorisation d'intervention à proximité des réseaux (AIPR).</p> <p>L'entreprise devra mettre en œuvre les techniques de travaux en tenant compte de la précision de l'outil employé et de l'incertitude de localisation des ouvrages existants.</p> <p>Dans le cas de la découverte de réseaux non répertoriés, elle devra arrêter son intervention et en informer la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre et le coordonnateur SPS. La zone concernée sera correctement balisée par la mise en place d'une signalétique informant du danger avec interdiction d'entreprendre des travaux dans cette zone.</p> <p>Il en sera de même en cas d'endommagement ou de suspicion d'endommagement des réseaux.</p>	Maître d'oeuvre		Phase VRD et GO
	RISQUES LIES AUX ARMATURES ET TUBES EN ATTENTE			
				
85	<p>L'utilisation des embouts de protection de diamètre inférieur à 50 mm est interdite sur le chantier car ces dispositifs n'offrent pas une protection suffisante contre le risque de perforation ou d'empalement dus aux armatures ou tubes en attente. Les entreprises qui génèrent ce risque doivent impérativement se rapprocher de leur bureau d'études afin de prévoir et mettre en œuvre, dès la conception, des solutions techniques offrant un bon niveau de protection, telles que le façonnage en «U» inversé, la pose d'armature horizontale, le crossage, le tubage, etc.</p> <p>A défaut, prévoir des gouttières de sécurité en PVC.</p>	DEMOLITION GROS OEUVRE Entrep. concernée		
	RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR			

				
117	<p>Les mesures adaptées devront être retenues afin de réduire au minimum les travaux et déplacements en hauteur susceptibles d'exposer les intervenants à un risque de chute. A cette fin, les modes opératoires de l'entreprise devront prévoir chaque fois que cela est possible, l'assemblage des éléments au sol et la mise en œuvre de dispositifs d'accrochage ou de décrochage à distance. Dans l'hypothèse où les déplacements en hauteur ne peuvent être évités, les entreprises mettront en œuvre, après évaluation de risques et selon les modes opératoires retenus des moyens collectifs de protection, définitifs ou provisoires, tels que des garde-corps, des surfaces de recueil, etc. Le port d'un système individuel d'arrêt de chute sera exclusivement réservé aux cas où la mise en œuvre des moyens collectifs de protection s'avère impossible.</p> <p>Protection collective en sous face - filets de recueil</p> <p>Mettre en place une protection collective (filet de recueil) en sous face de toiture conformément à la recommandation R 446. Transmettre au coordonnateur votre mode opératoire, qui sera intégré dans le PPSPS.</p> <p>Rappel des principales dispositions:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Etudier les moyens d'accrochage et de dépose du filet préalablement à leur installation et proscrire les moyens de fortune. • Etudier pour la mise en place et la dépose des filets une méthode visant à éviter les risques de chute et faisant appel en priorité, à l'utilisation de PEMP (plate-forme élévatrice mobile de personnel), à défaut, à l'utilisation de systèmes d'arrêt de chutes (par exemple harnais avec antichute à rappel automatique et absorbeur d'énergie). • S'assurer de la présence et de la résistance de points d'ancrage, de la sécurité d'accès à ces points et de la continuité de la protection, pour la dépose, (utilisation de perche pour couper les estropes par exemple). <p>Conditions atmosphériques défavorables</p> <p>Il est interdit de travailler sur des toits rendus glissants par les circonstances atmosphériques, sauf s'il existe des dispositifs de protection installés à cet effet.</p>	Toutes entrep.		Durée chantier
93		TOITURES FACADES	TOITURES FACADES	Durée interv.
60				Durée chantier
RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION DE PEMP				
				

7	La conduite des PEMP (Plate-forme Elévatrice Mobile de Personne) est subordonnée à l'obtention d'une autorisation de conduite délivrée par le chef d'entreprise attestant de la formation et de l'aptitude médicale des opérateurs. Le matériel sera conforme et à jour des contrôles réglementaires.	Entrep. concernée		Durée chantier
32	RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR A PARTIR DES PLANCHERS, TREMIES, RESERVATIONS, GAINES, REGARDS Les modes opératoires des entreprises devront être détaillés dans chaque PPSPS, en tenant compte des modes constructifs retenus (pré- dalles, bacs métalliques, plancher coulé en place, autre...). Les trémies et gaines seront protégées contre tout risque de chute soit par platelage solidement fixé (petite trémie de section < à 1m²), soit par garde-corps (grande trémie de section > à 1m²).		Toutes entrep.	phase GO
	RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION D'ECHAFAUDAGES			
	 © Editions Tissot			
59	Le montage, le démontage ou la modification sensible d'un échafaudage ne doit être effectué que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs ayant reçu une formation à la sécurité spécifique. En conséquence, il est formellement interdit à tout utilisateur d'apporter quelques modifications que ce soit, à l'échafaudage, de sa propre initiative. Lorsque des plateformes ou des échafaudages de pied sont prévus, ils seront construits dans le respect des prescriptions réglementaires qui leur sont applicables. Les dispositions des recommandations CNAM R.408 "Montage, utilisation et démontage des échafaudages de pied", et R.457 "Prévention des risques liés au montage, au démontage et à l'utilisation des échafaudages roulants" seront appliquées.		Toutes entrep.	Durée chantier
82	Localisation Mettre en adéquation l'échafaudage avec la nature et la position des travaux à réaliser, et faire effectuer sa vérification Procéder à la réception de l'échafaudage avant toute utilisation.	Entrep. concernée	Entrep. concernée	
61	Préparation du sol Faire effectuer le nivelage et le compactage du sol avant de commencer le montage de l'échafaudage.	Entrep. concernée	Entrep. concernée	
84	Ancrages Mettre en place les ancrages et amarrages, suivant notice ou plan de montage	Entrep. concernée	Entrep. concernée	
103	Panneau d'identification Mettre en place le panneau réglementaire	Entrep. concernée	Entrep. concernée	
	RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION D'ECHELLE D'ESCABEAU ET MARCHE PIEDS			

				
96	Les échelles, escabeaux, et marche pieds ne peuvent pas être utilisés comme postes de travail conformément au code du travail. La mise en place de plateformes individuelles roulantes, convenablement protégées contre les risques de chutes de hauteur, permet de satisfaire aux principes généraux de prévention	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
123	TRAVAUX SUPERPOSES GENERANT DES RISQUES DE CHUTES D'OBJETS Les travaux superposés sont proscrits : privilégier les mesures de planification et, en cas d'impossibilité, mettre en oeuvre des moyens de réception ou de protection dont la résistance sera compatible avec l'importance des charges susceptibles de chuter. L'entreprise sera tenue de prendre toutes dispositions qu'impose le risque : <ul style="list-style-type: none"> • en installant tous matériels ou matériaux pour qu'ils ne puissent tomber accidentellement, • en limitant la hauteur de stockage et en tenant compte des caractéristiques des objets et de leur emballage, • en interdisant l'accès de la zone par un balisage approprié, • en mettant en place des auvents, filets, platelages, etc.... , • en installant des protections basses (plinthes) en périphérie de la zone de travail. 	Toutes entrep.		Durée chantier
	TRAVAUX GENERANT DE FORTES NUISANCES : BRUIT, POUSSIÈRES			
				
102	Nuisances dues au bruit : Respecter strictement la réglementation en vigueur lors de l'utilisation d'engins de chantier bruyants. Mettre en oeuvre tous les moyens et dispositions nécessaires tels que capotage, écran, silencieux, pièges à son etc..., afin de ne pas dépasser les limites réglementaires en matière de niveaux acoustiques. Nuisances dues aux poussières : Limiter les travaux occasionnant la production de poussières. En cas d'impossibilité : <ul style="list-style-type: none"> • ventiler les locaux hors d'air. • humidifier les matériaux ou le sol. • aspirer les poussières à la source. Silice Cristalline	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

69	<p>Afin d'éviter les risques liés à la propagation des poussières susceptibles de contenir de la silice cristalline, les mesures de prévention ci dessous sont à mettre en oeuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Planifier les tâches émettrices afin d'éliminer la co-activité. • Mettre en oeuvre prioritairement des modes opératoires à l'humide. • Utiliser des équipements intégrant une aspiration à la source. • Nettoyer régulièrement la zone de travail et les zones à proximité à l'aide d'aspirateur équipé de filtre à très haute efficacité. • Porter des équipements individuels de protection respiratoire. • Organiser un contrôle régulier de l'empoussièrement afin de respecter la VLEP. 	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
144	<p>UTILISATION DE MOTEUR THERMIQUE</p> <p>Afin d'éviter l'émission de gaz générateurs de risques d'asphyxie, d'anoxie, d'intoxication, <u>l'utilisation des équipements de travail fonctionnant à l'aide d'un moteur à combustion est exclusivement réservée à l'extérieur</u> des bâtiments, locaux, espaces clos quel'qu'ils soient. Les équipements de travail utilisés à l'intérieur des espaces clos seront manuels. Tous les équipements motorisés seront alimentés à l'électricité ou pneumatiques. Le PPSPS de chaque entreprise mentionnera les équipements à moteur utilisés sur le chantier et leur mode de fonctionnement.</p> <p>Cas exceptionnel d'utilisation d'un moteur thermique à l'intérieur d'un espace mal ventilé</p> <p><u>Rappel de la règle de base : l'utilisation des équipements de travail fonctionnant à l'aide d'un moteur à combustion est exclusivement réservée à l'extérieur des locaux.</u></p> <p>Dans le cas exceptionnel où le respect de cette règle s'avèrerait techniquement impossible, l'entreprise mettra en œuvre les modes opératoires et mesures de prévention habituellement préconisés lors des travaux en espace confiné, qu'elle détaillera dans son PPSPS, en se référant aux mesures générales de prévention rappelées ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Planifier impérativement les travaux sans co-activité. • Evacuer les gaz d'échappement vers l'extérieur. • Mettre en place une ventilation mécanique propre à éliminer les gaz toxiques produits. • Mettre en place une détection permanente de gaz (CO, autres gaz selon la situation, le lieu d'intervention, etc...). • Former le personnel intervenant. • Prévoir un surveillant de travaux posté à l'extérieur des locaux. • Prévoir un moyen de communication entre intervenants et surveillant. • Etablir une consigne de travail écrite, expliquant le mode opératoire, ainsi que les dispositions pour porter secours en cas de besoin. • Respecter les procédures en vigueur imposées par l'exploitant des locaux, si elles existent. 	Toutes entrep.	Toutes entrep.	
145	<p> <u>Rappel de la règle de base : l'utilisation des équipements de travail fonctionnant à l'aide d'un moteur à combustion est exclusivement réservée à l'extérieur des locaux.</u></p> <p>Dans le cas exceptionnel où le respect de cette règle s'avèrerait techniquement impossible, l'entreprise mettra en œuvre les modes opératoires et mesures de prévention habituellement préconisés lors des travaux en espace confiné, qu'elle détaillera dans son PPSPS, en se référant aux mesures générales de prévention rappelées ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Planifier impérativement les travaux sans co-activité. • Evacuer les gaz d'échappement vers l'extérieur. • Mettre en place une ventilation mécanique propre à éliminer les gaz toxiques produits. • Mettre en place une détection permanente de gaz (CO, autres gaz selon la situation, le lieu d'intervention, etc...). • Former le personnel intervenant. • Prévoir un surveillant de travaux posté à l'extérieur des locaux. • Prévoir un moyen de communication entre intervenants et surveillant. • Etablir une consigne de travail écrite, expliquant le mode opératoire, ainsi que les dispositions pour porter secours en cas de besoin. • Respecter les procédures en vigueur imposées par l'exploitant des locaux, si elles existent. 	Entrep. concernée	Entrep. concernée	
	RISQUES LIES A LA STABILITE DES OUVRAGES EN PHASE PROVISOIRE			

63	<p>Les mesures prises afin d'assurer la stabilité des structures en phase provisoire, seront détaillées dans le PPSPS des entreprises, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etalement justifié par note de calcul conforme et plan de montage préalablement établi. - Mise en œuvre et stabilité d'éléments préfabriqués lourds (poteaux, poutres, planchers, ou tout autre élément préfabriqué, ...) assurés par des dispositifs rigides - Béton précontraint : mesures liées au danger résultant d'une libération intempestive d'énergie au cours de la mise en tension des armatures. <p>La mise en place, ainsi que l'enlèvement des dispositifs assurant la stabilité de ces structures ne pourront être accomplis que sur l'ordre et sous l'autorité d'une personne compétente nommément désignée par l'employeur.</p> <p>Les documents relatifs aux prescriptions techniques des bureaux d'études, services méthodes des entreprises et fabricants de ces éléments préfabriqués, relatifs à la stabilité des structures en phase provisoire, devront être transmis à la maîtrise d'œuvre et tenus à disposition sur le chantier.</p>	DEMOLITION GROS OEUVRE Entrep. concernée	DEMOLITION GROS OEUVRE	
73	<p>Mise en oeuvre d'éléments préfabriqués lourds</p> <p>Limiter l'accès et le travail dans les zones où sont effectués ces travaux aux seules personnes de l'entreprise chargées d'accomplir ces tâches. Délimiter et matérialiser les zones dangereuses par tout moyen approprié (panneau, balisage, affichage de consignes,) et interdire l'accès des zones dangereuses aux personnes non concernées par ces travaux. Faire apparaître ces phases et rendre opérationnelle cette interdiction dans la planification des travaux.</p> <p>Démolition/ déconstruction/ réhabilitation impliquant les structures porteuses</p>	DEMOLITION GROS OEUVRE Maître d'oeuvre		
86	<p>Tenir à disposition sur le chantier les pièces justifiant les modes opératoires mis en oeuvre lors des travaux de démolition ou déconstruction.</p>	DEMOLITION GROS OEUVRE	DEMOLITION GROS OEUVRE	Durée chantier



5. MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT

5.1. OPERATIONS DE BATIMENT SUPERIEURE A 760 K€ : VRD PRELIMINAIRES A LA CHARGE DU MAÎTRE D'OUVRAGE A REALISER AVANT TOUTE INTERVENTION D'ENTREPRISES (R4533-1 ET SUIVANTS)

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
28	VOIRIES DE DESSERTE DU CHANTIER ET RACCORDEMENTS AUX DIFFERENTS RESEAUX Rappel des dispositions réglementaires à la charge du Maître d'ouvrage : avant toute intervention des entrepreneurs et des sous-traitants, le chantier doit disposer : <ul style="list-style-type: none"> d'une desserte en voirie, d'un raccordement à des réseaux de distribution d'eau potable et d'électricité, d'une évacuation des matières usées. 	Maître d'ouvrage		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

6. SECOURS ET EVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES

6.1. ORGANISATION DES SECOURS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	APPEL DES SERVICES D'URGENCE - MOYEN D'APPEL - CONSIGNES AUX INTERVENANTS			
				
13	<p>Les numéros d'appel des services d'urgence seront affichés sur le chantier et mentionnés sous forme de consigne, dans le PPSPS de chaque entreprise.</p> <p>Ces numéros ainsi que la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incendie, seront communiqués à chaque salarié y compris intérimaire, lors de l'accueil sécurité à son arrivée sur le chantier et affichés dans les locaux affectés aux travailleurs.</p> <p>Un moyen d'appel de secours sera à disposition, en permanence, sur le chantier.</p>	DEMOLITION GROS OEUVRE Tous interv.	Toutes entrep.	Durée chantier
134	<p>ACCES DES SECOURS AU CHANTIER - MOYEN D'EVACUATION - PLAN DE SECOURS</p> <p>Toutes dispositions doivent être prises pour faciliter :</p> <ul style="list-style-type: none"> l'intervention des secours et diminuer le délai de leur intervention. l'évacuation rapide des victimes, y compris par des moyens spécifiques et particuliers si les travaux l'exigent. <p>Le chantier sera clairement identifié, ses accès seront repérés et balisés.</p> <p>Si nécessaire, des accès au chantier et des voies de circulation sur le chantier seront réservés aux secours.</p> <p>Elles seront dégagées en permanence et parfaitement circulables.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	
	SAUVETEURS - SECOURISTES DU TRAVAIL (SST) - TROUSSE DE SECOURS			
				

98	Des mesures appropriées doivent être prises pour donner rapidement les premiers secours à toute personne blessée au cours du travail. Pour ce faire il convient d'affecter au chantier un nombre suffisant de sauveteurs secouristes du travail (SST) (recommandation CARSAT : 10% de l'effectif présent), correctement répartis sur l'ensemble des zones de travaux. Le PPSPS de chaque entreprise précisera la liste des secouristes, à jour de leur recyclage, présents sur le chantier.	Toutes entrep.		Durée chantier
54	TRAVAILLEURS ISOLES Rappel : un travailleur isolé est celui qui effectue une tâche, dans un environnement de travail, où il ne peut-être vu ou entendu directement par d'autres et où la probabilité de visite est faible. L'entreprise recherchera, autant que possible, les moyens d'éviter ces situations de travail. En cas d'impossibilité, dans le cadre de son analyse de risque, l'entreprise définira dans son PPSPS les moyens organisationnels mis en oeuvre pour assurer la sécurité du travailleur isolé (moyens d'alerte - DATI, moyens de surveillance, organisation particulière, etc...)	Tous interv.		Durée chantier

7. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

7.1. MODALITES DE COOPERATION : DISPOSITIONS GENERALES

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
10	MODALITES PRATIQUES DE COOPERATION ENTRE LES INTERVENANTS Art. L. 4121-5. Lorsque dans un même lieu de travail les travailleurs de plusieurs entreprises sont présents, les employeurs coopèrent à la mise en oeuvre des dispositions relatives à la santé et à la sécurité au travail. Chaque entrepreneur a pour obligation : <ul style="list-style-type: none"> de communiquer au maître d'ouvrage, au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS les noms et coordonnées des sous-traitants auxquels il envisage de confier des travaux. de transmettre un exemplaire du Plan Général de coordination, ainsi que les mises à jour, à chacun de ses sous-traitants. 	Toutes entrep.	Toutes entrep.	
121	Sous-traitants Communiquer la liste de vos sous-traitants, leurs coordonnées et la nature des travaux sous-traités.	Entrep. concernée	Entrep. concernée	
71	PPSPS Rappel des dispositions du code du travail : sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous traitantes et travailleurs indépendants, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur SPS.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Ph. préparation
129	INSPECTION COMMUNE Demande d'inspection commune avant démarrage travaux Toute entreprise n'ayant pas réalisé son inspection commune et devant débiter son intervention ou devant faire débiter son sous-traitant doit obligatoirement prendre rendez vous avec le coordonnateur SPS au moins 15 jours avant le début de l'intervention , pour effectuer l'inspection commune.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avant interv.

8. ANNEXES

8.1. ANNEXE 1 : ANNUAIRE

8.1.1. intervenants

Fonction	Adresse	Représentant	Téléphone(T) Fax(F) Mail
Maître d'ouvrage	FRANCE LOIRE 33 RUE DU FAUBOURG DE BOURGOGNE CS 51 557 45000 ORLEANS France		0248831344
Maître d'ouvrage personne physique	FRANCE LOIRE 33 RUE DU FAUBOURG DE BOURGOGNE CS 51 557 45000 ORLEANS France	M. SOUESME Alexandre	asouesme@franceloire.fr
Maître d'oeuvre	BET GRIMOIN ZAC Du Détour du Pavé 703 rue du Briou 18230 SAINT DOULCHARD France	M. MOKRZYCKI Guillaume	0248246606 0248701558 bet-grimoin@wanadoo.fr
Coordonnateur SPS - Phase de Conception	APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION FRANCE - BOURGES 11 Rue Macdonald 18000 BOURGES France	Mme GERVAIS MARIE ALINE	0761134844 0761134844 marie-aline.gervais@apave.com
Coordonnateur SPS - Phase de Réalisation	APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION FRANCE - BOURGES 11 Rue Macdonald 18000 BOURGES France	Mme GERVAIS MARIE ALINE	0761134844 0761134844 marie-aline.gervais@apave.com

Légende : **OPC** : Ordonnancement Pilotage et Coordination de travaux

8.1.2. organismes de préventions institutionnels

Raison sociale	Adresse	Représentant	Téléphone(T) Fax(F) Mail
DDTEFP	DIRECCTE 18 Centre Administratif Condé 2 rue Victor Hugo 18013 BOURGES CEDEX France		0248271010 centre-ut18.uc1@direccte.gouv.fr
CRAM	CARSAT CENTRE 36 rue Xaintrilles CS 4406 45044 ORLEANS France	M. SOULARUE Julien	0764869740 julien.soularue@carsat-centre.fr
OPPBTP	OPPBTP CENTRE VAL DE LOIRE 3 rue du Greffoir 45000 ORLEANS France	M. DECAUDIN Cyril	0338836021 0617353072 0238614708 cyril.decaudin@oppbtp.fr

Légende : **DIRECCTE** : Direction Régionale des Entreprises de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi - **CARSAT** : Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail - **OPPBTP** : Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics - **MSA** : Mutualité Sociale Agricole

8.1.3. Services d'urgences

Services	Téléphone (T) Fax (F)
SAMU	15 (à partir d'un tel. fixe) ou 112 (à partir d'un tel. mobile)
Police ou gendarmerie	17
Pompiers	18

8.1.4. Autres

Raison sociale	Adresse	Représentant	Téléphone (T) Fax (F) Mail
----------------	---------	--------------	----------------------------

8.1.5. listes des entreprises

La liste des entreprises est tenue à jour au fur et à mesure du déroulement de l'opération dans le registre journal de la coordination.

N° Lot	LOT / TRAVAUX	ENTREPRISE Interlocuteur du CSPS	Téléphone Fax	INTERVENTIONS				DATE	
				Début	Fin	Durée	Effectif	IC	PPSPS
01	DESAMANTAGE	<i>Non désigné</i>							
02	DEMOLITION GROS OEUVRE	<i>Non désigné</i>							
03	PLATRERIE MENUISERIE	<i>Non désigné</i>							
04	REVETEMENTS DE SOL PEINTURES	<i>Non désigné</i>							
05	MENUISERIES EXTERIEURES	<i>Non désigné</i>							
06	TOITURES FACADES	<i>Non désigné</i>							
07	ELECTRICITE	<i>Non désigné</i>							
08	PLOMBERIE CVC	<i>Non désigné</i>							

8.2. RECHERCHE ET IDENTIFICATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE

Attention : l'ensemble des résultats issus des repérages des matériaux et produits contenant de l'amiante **est à compléter**

Dans l'attente de leur communication, il appartient au maître d'oeuvre et aux entreprises d'interdire tous travaux sur les parties d'ouvrage susceptibles de renfermer des matériaux et produits amiantés, générant un risque d'inhalation de fibres d'amiante tels que : travaux au contact ou à proximité de flocage, calorifugeage, faux plafonds, travaux de démolition même partielle, découpe, percement, etc... .

8.3. CONSTAT DE RISQUE D'EXPOSITION AU PLOMB

Attention : l'ouvrage est susceptible de contenir du plomb. L'ensemble des résultats issus des repérages des matériaux et produits contenant du plomb n'a pas été communiqué par le maître d'ouvrage. Dans l'attente de leur communication, il appartient au maître d'oeuvre et aux entreprises d'interdire tous travaux sur les parties d'ouvrage susceptibles de renfermer du plomb, générant un risque d'inhalation de poussières de plomb tels que : démolition même partielle, découpe, percement, grattage, ponçage, meulage, etc...

8.4. CALENDRIER DES TRAVAUX

Calendrier des travaux :

- non fourni à la date d'élaboration du Plan Général de Coordination.

8.5. PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER

Plan d'installation de chantier :

- non fourni à la date d'élaboration du Plan Général de Coordination.

8.6. REGLEMENT INTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT D'ACCUEIL

Sans objet

8.7. PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)

Chaque entrepreneur, indépendant compris, intervenant sur le site établit un PPSPS dans les délais suivants :

- Entrepreneur titulaire d'un contrat de travaux : 30 jours à compter de la réception du contrat signé.
- Entrepreneur sous-traitant : 30 jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire.

Cas particuliers :

- ce délai est ramené à 8 jours pour les travaux de second oeuvre dans une opération de bâtiment, ou pour les travaux accessoires dans une opération de génie civil, dès lors que ceux-ci ne figurent pas sur la liste des travaux comportant des risques particuliers (Arrêté du 25.02.2003).

- Dans le cas de travaux de démolition, de retrait ou de confinement d'amiante, la diffusion devra être faite 1 mois avant leur début.

Le PPSPS est établi en tenant compte des contraintes propres à l'opération, des obligations générales de sécurité applicables à toute entreprise, des prescriptions particulières du PGC.

Le PPSPS analyse de manière détaillée les procédés de construction et d'exécution, ainsi que les modes opératoires retenus dès lors qu'ils ont une incidence sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs opérant sur le chantier. Il est adapté au chantier et aux travaux de l'entreprise. Il définit les risques prévisibles liés aux modes opératoires, aux matériels, dispositifs et installations mis en oeuvre, à l'utilisation de substances ou préparations, aux déplacements du personnel, à l'organisation du site, et décrit les mesures de sécurité mises en oeuvre pour éviter ces risques et satisfaire aux principes généraux de prévention.

Le PPSPS énumère les mesures prises par l'entreprise pour assurer la sécurité de son personnel et celui des autres entreprises travaillant sur le chantier. Il fait l'objet des modifications ou additifs nécessités par l'évolution du chantier.

Préalablement à son intervention, chaque entrepreneur procède à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur SPS en vue de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser, les consignes à observer. Cette inspection commune a lieu avant la diffusion définitive du PPSPS, afin que l'entreprise puisse intégrer, dans ce document, les consignes résultant de l'inspection. Chaque entreprise diffuse son PPSPS au coordonnateur SPS avant le début de son intervention sur le chantier.

En outre, l'entreprise chargée du gros oeuvre et/ ou de travaux à risques particuliers diffuse son PPSPS à l'Inspection du Travail, la CARSAT (ex. CRAM) ou la MSA, l'OPPBTB.

Dans le cas d'opération de construction de bâtiment, le coordonnateur SPS transmet aux entrepreneurs, ou laisse en consultation sur le chantier, un exemplaire du PPSPS du gros oeuvre ou du lot principal et des lots réalisant des travaux à risques particuliers.

Tout PPSPS peut être obtenu, sur simple demande, auprès du coordonnateur SPS.

8.8. DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES


Fichier(s) en annexe

2023.11.24-2023112402505D6E_Tableau_recapitulatif

.1.2. organismes de préventions institutionnels

Réf. travaux **B101-11-01**rues des Lacs, Baudelaire, Verlaine et Aragon
18240 BELLEVILLE SUR LOIRECréé le **24/11/2023**Débute le **05/02/2024**Durée : **548 jours**Retrouvez votre tableau
récapitulatif,
vos plans et un outil de mesures
sur l'application Dict.fr Mobile**Exploitants****CITEOS**

BOURGES - SDE 18, TSA 70011 CHEZ SOGELINK 69134 DARDILLY CEDEX France

**! CONCERNÉ** 0426727706 0800463879 0248480740 citeos-bourges-sde18@demat.sogelink.frDT 419564577Envoyé le 24/11/2023 Réponse 419564758



Reçu le 24/11/2023

CONCERNÉ




Présence d'ouvrage : EL

ENEDIS-DRCEN-CENTRE

CHEZ PROTYS P0102, CS 90125 27091 EVREUX CEDEX 9 France

*EN ATTENTE* 0247485108 0181624701 0176614701 6039912.ENEDIS@demat.protys.frDT 419564581Envoyé le 24/11/2023 **AXIONE - Gestion DT-DICT**

Berry THD, 152 Avenue Pierre Brossolette 92240 Malakoff France

*EN ATTENTE* 0547650232 0533740217 0533740217 berrythd.dict@axionesi.netDT 419564580Envoyé le 24/11/2023 **ORANGE - N2 CENTRE VAL DE LOIRE**

Service DICT, TSA 70011 69134 DARDILLY CEDEX France

*EN ATTENTE* 0228563535 0810300111 FT44N2.FTO@demat.protys.frDT 419564582Envoyé le 24/11/2023 **SAUR CENTRE EST**

CHER, TSA 70011 CHEZ SOGELINK 69134 DARDILLY CEDEX France

*EN ATTENTE* 0248541274 0380451808 saur-cher@demat.sogelink.frDT 419564584

Vos documents sont en cours de transmission. Téléchargez de nouveau le tableau récapitulatif une fois les documents transmis.

VEOLIA EAU REGION CENTRE EST CHEZ SOGEDATA


Bourgogne Centre, TSA 70011 Chez sogelink 69134 DARDILLY CEDEX France

*EN ATTENTE* 0969323458 0969323458 0969323458 veolia-63a-bourgogne-centre@demat.sogelink.frDT 419564585

Vos documents sont en cours de transmission. Téléchargez de nouveau le tableau récapitulatif une fois les documents transmis.

Gestionnaires de voirie repérages Amiante / HAP**COMMUNAUTE DES COMMUNES PAYS FORT SANCERROIS VAL DE LOIRE**

41 rue Basse-des-Remparts 18300 SANCERRE FRANCE

NON REQUIS 0248547434 eguillot@comcompsv.frIAT 419564579Envoyé le 24/11/2023 



Réf. travaux **B101-11-01**



rues des Lacs, Baudelaire, Verlaine et Aragon
18240 BELLEVILLE SUR LOIRE



Créé le **24/11/2023**
Débute le **05/02/2024**
Durée : **548 jours**

Retrouvez votre tableau
récapitulatif,
vos plans et un outil de mesures
sur l'application Dict.fr Mobile



MAIRIE

SERVICE TECHNIQUE Voirie, PLACE PRUDENT CHOLET 18240 BELLEVILLE SUR LOIRE FRANCE

NON REQUIS

☎ 0248782050

@ mairie@bellevillesurloire.fr

IAT 419564583

Envoyé le 24/11/2023



Autres destinataires

MAIRIE

SERVICE TECHNIQUE Voirie, PLACE PRUDENT CHOLET 18240 BELLEVILLE SUR LOIRE FRANCE

NON REQUIS

☎ 0248782050

@ mairie@bellevillesurloire.fr

IPT 419564578

Envoyé le 24/11/2023



